

PRENUMERATA
 w Paryżu i na prowincji:
 KWARTALNIE..... 12 fr.
 PÓŁROCZNIE..... 24 fr.
 ROCZNIE..... 46 fr.
 NUMER ŚRODOWY.. 40 c.
 NUMER SOBOTNI.. 75 c.

Zagranicą:
 ROCZNIE..... 50 fr.
 TELEFON:
TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE

Wychodzi we środy (po polsku) | Paraissant chaque mercredi (en polonais)
 i w soboty (po francusku i po polsku) | et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
 Paris et Départements:
 TROIS MOIS..... 12 fr.
 SIX MOIS..... 24 fr.
 UN AN..... 46 fr.
 NUM. DE MERCREDI 40 c.
 NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger:
 UN AN..... 50 fr.
 TÉLÉPHONE:
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

DANS L'EST EUROPÉEN

Le règlement du différend polono-lithuanien

Le problème de Wilno met à l'ordre du jour la question des rapports de la Pologne avec les Lithuaniens et les Blanc-Ruthènes. L'importance du règlement de cette affaire ne saurait échapper à aucun esprit averti.

Jadis capitale de la Lithuanie, au sens historique du mot, Wilno est aujourd'hui sensiblement en dehors du territoire de la Lithuanie ethnographique. L'élément polonais domine incontestablement aussi bien dans la ville que dans les environs. Les données du dernier recensement accusent pour Wilno une population totale de 129.000 habitants, dont 56 % de Polonais, 36 % de Juifs et 2,5 % seulement de Lithuaniens. Sur l'ensemble du territoire de Wilno (Lithuanie Centrale), le recensement opéré en 1919 a donné les résultats suivants :

Polonais	700.000 (63,06 %)
Blanc-Ruthènes	145.000 (13 %)
Lithuaniens	111.000 (10 %)
Juifs	90.000 (8,10 %)
Autres nationalités....	64.000 (5,76 %)

Total.....1.110.000 habitants.

Ces chiffres pourraient servir d'argument pour justifier l'incorporation pure et simple de ces territoires à la Pologne. C'est ce que, du reste, la population indigène a exigé dans des milliers de déclarations, pétitions, résolutions et demandes adressées au gouvernement polonais et offrant sans doute dans l'histoire un exemple unique de plébiscite réellement volontaire et spontané. Cette population n'oubliait pas, en effet, qu'elle était redevable aux armées polonaises de sa délivrance du bolchevisme, dont les troupes avaient envahi le pays après l'ordre de recul des armées allemandes, postérieur à l'armistice.

En arrivant à Wilno, à la tête des armées polonaises libératrices, le chef de l'Etat polonais, le général Pilsudski, dans une proclamation adressée le 22 avril 1919 à la population du pays, stipulait nettement que la Pologne ne songeait nullement à opérer la moindre pression sur les esprits et qu'elle laissait aux habitants de l'ancien Grand-Duché de Lithuanie la complète liberté de se prononcer sur leur sort. Il ne doutait pas, évidemment, que, délivrés de l'oppression russo-bolcheviste, les habitants des terres lithuaniennes ne se retournent vers leur alliée et amie séculaire, la Pologne. En réalité, il en fut autrement. Les tentatives de conciliation et d'entente du gouvernement polonais se heurtèrent à l'attitude hostile du gouvernement de Kowno et d'une poignée de politiciens lithuaniens. Composé en grande partie de gens nommés à leurs postes par les autorités allemandes d'occupation, le gouvernement lithuanien rejeta toute proposition d'accord sur la base d'une fédération, au prix de laquelle les Polonais étaient prêts à renoncer à la possession exclusive de Wilno. Il exigea la réunion pure et

simple à la Lithuanie de cette ville, qui compte 2,5 % de Lithuaniens. Ce désir fut momentanément réalisé par la conclusion, le 12 juillet 1920, entre les bolcheviks et le gouvernement lithuanien, d'un traité qui mettait ce dernier en possession, non seulement de Wilno, mais d'un territoire habité par 700.000 Polonais contre 111.000 Lithuaniens.

Cette action, due au recul des armées polonaises, sous la pression des armées rouges et l'occupation militaire par les Lithuaniens des districts de Suwalki et d'Augustowo qui, même sous le régime russe, n'avaient jamais cessé de faire partie du Royaume du Congrès, étaient évidemment inspirées par le gouvernement de Berlin et constituaient un ensemble de manifestations nettement hostiles à la Pologne. Il n'est pas inutile de rappeler ici le refus catégorique du gouvernement lithuanien d'accepter, sous quelque forme que ce fût, le principe du referendum populaire.

Cette étrange attitude du gouvernement de Lithuanie explique l'intervention du général Zeligowski. Certains hommes d'Etat malveillants ont prétendu voir dans le geste de cet officier une preuve d'impérialisme polonais. C'est porter un jugement illogique et faux. Le général Zeligowski commandait une division de l'armée polonaise entièrement constituée d'éléments originaires du territoire de Wilno qui ne voulurent pas admettre pour un seul instant l'idée de voir leur pays séparé de la Pologne. D'ailleurs, le général Zeligowski s'est évertué à éviter une lutte fratricide entre la Pologne et la Lithuanie de Kowno.

Il a été question, à Bruxelles et à Genève, d'une union fédérale entre les deux pays comportant un accord militaire et économique et une unité de politique extérieure avec un conseil permanent de ministres appartenant aux gouvernements de Varsovie et de Kowno. Ce projet garantirait l'entière indépendance de la Lithuanie et diminuerait sa faiblesse à l'égard de ses voisins. Faute de s'appuyer sur l'Etat polonais, la Lithuanie, abandonnée à elle-même, deviendrait, en effet, le pont reliant le pangermanisme au bolchevisme et dans un délai plus ou moins long serait submergée par Berlin ou par Moscou. L'intérêt que porte l'Allemagne à la décision de la Société des Nations concernant Wilno doit attirer l'attention des diplomates occidentales sur la nécessité d'un règlement rapide du différend polono-lithuanien, dans un esprit qui marquerait un affaiblissement des influences germaniques.

Maurice TOUSSAINT.

LES JEUX OLYMPIQUES DE PARIS

Tous les quatre ans, à l'exemple de la Grèce antique, le monde moderne se donne le spectacle de grandes manifestations sportives qui rappellent les jeux olympiques.

En 1920, c'est à Anvers que se tinrent les grandes assises sportives internationales. En

1924, elles auront leur siège à Paris. Déjà une somme de quarante millions est prévue aux budgets de l'Etat et de la ville de Paris pour organiser dignement ce grand spectacle.

M. Gaston Vidal, sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique et de l'éducation physique, a réuni récemment les correspondants de la presse étrangère à Paris, pour leur dire l'importance que le gouvernement français attache à la célébration des jeux olympiques.

La France se propose de figurer dignement dans ce multiple concours d'éducation physique. Et c'est en effet le développement général de l'éducation physique en France que le gouvernement veut assurer, bien plus encore que la formation d'athlètes exceptionnels et peu nombreux, capables de triompher dans les matches et dans les luttes entre nationaux de différents pays.

M. Gaston Vidal a fort bien dit ce qu'il entend par éducation physique. Il entend par là une gymnastique du corps, scientifiquement et méthodiquement répandue et pratiquée, comme on fait aujourd'hui de l'instruction populaire, cette gymnastique de l'esprit.

C'est seulement dans les années qui suivirent la guerre de 1870 que la France porta son attention vers les exercices physiques et qu'elle entrevit l'utilité d'une éducation physique aussi nécessaire que l'éducation morale.

Les sociétés de gymnastique et les sociétés de tir se multiplièrent. Elles avaient presque toujours un but militaire. Elles préparaient de bons soldats et de bons tireurs.

Cependant, le but de l'éducation physique n'est pas seulement de faire de bons soldats. L'éducation physique, qui intéresse d'ailleurs les femmes aussi bien que les hommes, a pour but de fortifier le corps et d'en assurer la santé et l'harmonieux équilibre pendant toute la vie.

L'éducation physique, aujourd'hui, dépasse largement le cadre un peu étroit de nos sociétés de gymnastique et de préparation militaire. Comme le disait d'ailleurs le général de Maud'huy, il ne faut plus que nous assistions à ce spectacle bizarre : l'école apprenant à tirer et la caserne apprenant à lire.

L'éducation physique ne se borne pas à la gymnastique, elle comporte tous les jeux et tous les sports. Sa popularité en France gagne tous les jours du terrain. Depuis la guerre surtout, on estime que les sociétés de sports et d'éducation physique ont sextuplé en nombre.

En Pologne, comme en France, l'éducation physique pourrait faire de grands progrès. Le développement des sociétés de Sokols présenterait un intérêt immense pour la sécurité de la patrie polonaise aujourd'hui reconstruite. La Pologne a besoin de jeunes gens sains et bien constitués qui assureront le recrutement de la forte armée indispensable à l'Etat polonais. C'est dans les sociétés de gymnastique, dans les sociétés de tir, dans les sociétés de sports les plus divers, aussi bien que dans les écoles de la nation, que le peuple polonais développera ces sentiments patriotiques et cette discipline morale qui sont les bases solides de l'indépendance nationale.

Georges BIENAIMÉ.

Handwritten signature: Joffe 60

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE

ARTICLE 52

Le Président est doté d'une liste civile établie par les dispositions d'une loi spéciale.

ARTICLE 53

Le Président de la République ne peut remplir aucune autre fonction ; il ne peut faire partie ni de la Diète, ni du Sénat.

ARTICLE 54

Avant d'entrer en fonctions, le Président de la République prête, en présence de l'Assemblée Nationale, le serment suivant :

« Je jure devant Dieu Tout-Puissant, unique en la Sainte Trinité, et je m'engage devant Toi, Peuple Polonais, à observer fidèlement et à défendre, au poste de Président de la République, les lois de la République Polonaise et avant tout la Loi constitutionnelle ; à servir fidèlement et de toutes mes forces les intérêts généraux de la Nation ; à écarter attentivement tous les maux et tous les dangers qui pourraient menacer l'Etat ; à défendre inébranlablement l'honneur du nom polonais ; à considérer la justice envers tous les citoyens sans distinction comme la première de mes vertus ; à me consacrer sans partage aux obligations de mes fonctions et de mon service. Dieu veuille me venir en aide, au nom du saint martyr de Son Fils. Ainsi soit-il. »

ARTICLE 55

Les ministres forment, sous la présidence du Président des ministres, le Conseil des ministres.

ARTICLE 56

Le Conseil des ministres est solidairement responsable, au point de vue constitutionnel et parlementaire, de la direction générale du Gouvernement.

Les ministres sont, en outre, individuellement responsables de leurs actes dans la sphère de leurs attributions particulières, aussi bien au point de vue de la concordance de ces actes avec la Constitution et les autres lois de l'Etat, du fonctionnement des organes administratifs qui leur sont subordonnés, que de la direction générale de leur politique.

ARTICLE 57

Dans les mêmes conditions, les ministres sont solidairement et individuellement responsables des actes gouvernementaux du Président de la République.

ARTICLE 58

La majorité de la Diète est suffisante pour mettre les ministres en minorité. Le Conseil des ministres en entier et chaque ministre séparément démissionnent dès que la Diète l'exige.

ARTICLE 59

La responsabilité constitutionnelle des ministres et les modalités de sa mise en pratique seront déterminées par une loi spéciale.

La décision mettant un ministre en état d'accusation doit être prise à la majorité des deux tiers des votants, la moitié au moins du nombre légal des députés étant présente.

La Haute-Cour est chargée de juger la cause et de rendre la sentence. Les ministres ne peuvent pas se soustraire à la responsabilité constitutionnelle en résignant leurs fonctions.

Du moment de leur mise en accusation, les ministres sont suspendus dans leurs fonctions.

ARTICLE 60

Les ministres et les fonctionnaires délégués par eux ont droit d'assister aux séances de la Diète et de prendre la parole après que la liste des orateurs inscrits aura été épuisée. Ils peuvent prendre part au scrutin, s'ils sont députés.

ARTICLE 61

Les ministres ne peuvent remplir aucune autre fonction, ni faire partie des conseils d'administration, ni des conseils de revision de sociétés et d'institutions créées dans des buts lucratifs.

ARTICLE 62

Lorsque la gestion d'un ministère est assumée par un directeur provisoire, toutes les prescriptions relatives aux fonctions de ministre lui sont applicables.

Le Président du Conseil des ministres charge, en cas de besoin, un des ministres de le remplacer.

ARTICLE 63

Une loi spéciale fixera le nombre des ministres, la sphère de leur activité, leurs rapports réciproques ainsi que la compétence du Conseil des ministres.

ARTICLE 64

La Haute-Cour se compose du Premier Président de la Cour de cassation, qui assume les fonctions de Président, et de douze membres élus, en dehors de ces assemblées, par la Diète et le Sénat, au nombre de huit par la Diète et quatre par le Sénat.

Les membres de la Haute-Cour peuvent être choisis parmi les personnes ne remplissant aucune fonction publique et jouissant de la plénitude de leurs droits civiques.

La Diète et le Sénat procèdent à l'élection des membres de la Haute-Cour pour toute la durée de la législature, dès qu'ils auront été constitués.

ARTICLE 65

Au point de vue administratif, l'Etat polonais sera divisé, par voie législative, en voïévodies, districts et communes rurales et urbaines qui constitueront en même temps des unités autonomes au point de vue territorial.

Les unités autonomes peuvent se constituer en associations pour réaliser les problèmes découlant de leur existence autonome.

Ces associations ne peuvent revêtir légalement un caractère public qu'en vertu d'une loi spéciale.

ARTICLE 66

L'administration publique sera organisée d'après le principe de la décentralisation, en ayant soin, dans les unités territoriales distinctes, de grouper les différents organes de l'administration en un seul office soumis à un chef unique, ainsi que d'après le principe de la participation des citoyens, par voie d'élection, aux travaux de ces offices, dans les limites prévues par les lois.

ARTICLE 67

Le droit de prendre des décisions dans les questions appartenant à la sphère d'action des groupements autonomes appartient à des conseils électifs.

Les fonctions exécutives des unités autonomes par voïévodies et par districts appartiennent à des organes constitués sur la base de la coopération des collègues élus par les corps représentatifs avec les représentants des autorités administratives de l'Etat et sous leur direction.

ARTICLE 68

A côté des groupements de l'autonomie territoriale, une loi spéciale constituera une organisation autonome pour les différentes manifestations de la vie économique, à savoir : des chambres d'agriculture, de commerce, de l'industrie, des métiers, de placement et autres qui seront réunies en une Chambre Economique suprême de la République et dont la collaboration avec les autorités de l'Etat, pour la direction de la vie économique, dans le cadre des dispositions légales, sera fixée par les lois.

ARTICLE 69

Les sources de revenu de l'Etat et des groupements autonomes seront strictement délimitées par des lois spéciales.

ARTICLE 70

L'Etat exercera la haute surveillance sur l'activité des groupements autonomes par les organes de l'organisation autonome supérieure. Toutefois les lois peuvent confier, en partie, cette surveillance aux tribunaux administratifs.

Les cas dans lesquels les décisions des organes autonomes devront être, par exception, confirmées, soit par les organes de l'organisation autonome supérieure, soit par les ministres, seront déterminés par les lois.

ARTICLE 71

On ne pourra se pourvoir en appel des décisions prises par les organes du Gouvernement et les organes autonomes que devant une seule instance supérieure, à moins que les lois n'aient prévu, sous ce rapport, des exceptions.

ARTICLE 72

Les lois établiront le principe que, en ce qui concerne les décisions pénales prises en première instance par les pouvoirs administratifs, les parties auront le droit de se pourvoir en appel devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 73

Pour statuer sur la légalité des actes de l'administration gouvernementale et autonome, une loi spéciale décrètera la constitution de tribunaux administratifs dont l'organisation sera basée sur la coopération de l'élément civil et judiciaire avec un tribunal administratif suprême à leur tête.

CHAPITRE IV

La Justice.

ARTICLE 74

Les tribunaux rendent la justice au nom de la République de Pologne.

ARTICLE 75

L'organisation, la sphère de compétence et le mode de procédure des différents tribunaux seront fixés par voie législative.

ARTICLE 76

Les juges sont nommés par le Président de la République, à moins que la loi n'en dispose autrement. Toutefois, les juges de paix sont régulièrement élus par la population.

Les fonctions de juge ne peuvent être exercées que par des personnes remplissant les conditions exigées par la loi.

ARTICLE 77

Dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, les juges sont indépendants et ne sont soumis qu'aux lois.

Les décisions des tribunaux ne peuvent être modifiées ni par le pouvoir législatif, ni par le pouvoir exécutif.

(Extrait de la « Pologne ».)

(A suivre.)

BULLETIN

(Express Télégraphe de l'Est.)

12, rue du Helder.

Expulsion du président de la ville de Beuthen.

Le président de la ville, le D^r Dtephen, qui avait été pris comme otage et remis ensuite en liberté, a reçu l'ordre de quitter immédiatement la Haute-Silésie.

Les journaux annoncent que la 45^e division française sera remplacée par une division du district rhénan.

Le mark polonais en hausse à Riga.

On a enregistré à la Bourse de Riga une hausse importante du mark polonais.

Incidents à la Constituante de Kowno.

On mande de Kowno qu'à la séance de la Constituante, les députés lithuaniens ayant pris connaissance du mémoire envoyé par les députés polonais à la Ligue des Nations, se ruèrent sur ces derniers, dont quelques-uns furent blessés. Le président ordonna l'expulsion de quelques députés.

Le congrès des Sokols.

Le congrès des Sokols a commencé hier au milieu d'une grande affluence. Les Sokols de la Silésie y participent au nombre d'un millier.

La question de Dantzig.

M. Casimir Olszowski, directeur du département, a déclaré aux représentants de la presse que le point de vue du conseil de la Ligue des Nations sur la question de Dantzig est semblable à celui du gouvernement polonais, soit : respect des bases du traité de Versailles, des droits de la Pologne et de ceux de Dantzig. Il a reconnu la nécessité de considérer Dantzig, ville libre, comme un organisme politique et de réunir étroitement les intérêts de la Pologne avec ceux de Dantzig, ce qui est la condition essentielle du développement de la ville et de son avenir.

Un groupe communiste à la Diète.

Le bureau de la Diète a enregistré un nouveau groupe, celui de la « fraction des députés communistes », comprenant les députés Dombal et Lancucki.

La question de la Haute-Silésie. Une conférence des représentants allemands.

Des délégués du ministère des affaires étrangères allemand, des représentants du Parlement du Reich et de la commission des Douze tiennent actuellement ici une conférence à laquelle participent le général Hofer et son état-major. Le sujet de la discussion est la question de la Haute-Silésie.

Avant de quitter le territoire plébiscitaire, le général Hofer a déclaré aux représentants des partis allemands qu'il désirait ardemment que l'unanimité manifestée par les Allemands dans les moments critiques se continue dans un avenir incertain.

L'arrestation de Trotsky. Un démenti.

La délégation russo-ukrainienne, chargée du règlement de la question du rapatriement des prisonniers de guerre, dément l'information parue dans la presse varsoviennne concernant l'arrestation de Trotsky.

Les finances de la Lithuanie Centrale.

Le budget de la seconde moitié de l'année courante, de la Lithuanie Centrale de Wilno, prévoit un accroissement des recettes important en comparaison avec la période précédente. On prévoit que le budget de l'année prochaine sera équilibré.

La réalisation de la réforme agraire commencera prochainement par le morcellement des terrains confisqués par le gouvernement russe aux anciens cloîtres catholiques polonais.

La part de la Pologne dans le trésor autrichien.

La commission de liquidation de la Banque Austro-Hongroise et M. Léon Bilinski, représentant le gouvernement polonais, ont signé samedi, à Cracovie, un accord concernant la répartition de la somme de 50.000.000 couronnes-or. La Pologne a reçu la valeur de 4 millions et demi de couronnes en or anglais qui sont déjà partis pour Varsovie.

A la Commission financière de la Diète.

Le ministre des finances a déposé à la commission des finances de la Diète, trois décrets concernant : 1° une émission de rente 3 % ; 2° le versement du premier paiement de l'emprunt forcé intérieur ; 3° la répartition de l'emprunt forcé.

Les événements de Haute-Silésie.

De nouvelles attaques allemandes.

On annonce que, le 4 courant, les Allemands ont attaqué un détachement français à Gleiwitz. Un officier et deux soldats auraient été tués.

Un emprunt polonais.

La commission des finances de la Diète a voté l'émission d'un emprunt de 20 milliards de marks.

La liberté du commerce.

La Diète a voté, hier, en troisième lecture, la loi relative à la liberté du commerce.

La propagande bolcheviste.

La police a saisi à Bialystock des ballots de tracts de propagande communiste provenant d'Amérique, de Berlin, de Prague et de Vienne et pesant 2.000 kilogrammes.

Une conférence des ministres des Affaires Étrangères des États Baltés.

Les ministres des affaires étrangères de la Lettonie, de l'Esthonie et de la Lithuanie se réunissent aujourd'hui en conférence à Riga.

Déclarations du nouveau commandant de Beuthen.

Le général anglais Wanhope, qui vient d'être nommé commandant de Beuthen, a déclaré aux représentants des autorités municipales et des organisations politiques que tout attentat contre des soldats français, anglais et italiens placés sous ses ordres sera châtié avec toutes les rigueurs de la loi.

Le général a déclaré également qu'il ne permettrait pas que la foule se livrât à des manifestations sur le passage de détachements anglais.

La retraite temporaire des bandes du général Hofer.

Ces jours derniers, mille soldats allemands ont traversé Oppeln, se retirant en Allemagne. Mais la frontière haut-silésoise, du côté de l'Allemagne, est complètement ouverte et les soldats du général Hofer ont annoncé qu'ils reviendraient bientôt en Haute-Silésie.

L'occupation des territoires évacués.

Des détachements anglais ont occupé les districts de Kluczbork, Olesno, Lubliniec et Tarnowskie-Gory. Des détachements franco-anglais ont occupé Gleiwitz et Beuthen.

Les bienfaits de la « kultur » (?)

La population polonaise du district de Ratibor est obligée de quitter le district occupé par les détachements italiens qui sont insuffisants pour protéger la population contre les attaques incessantes de l'Orgesch et des autres organisations allemandes.

Les Allemands obligent les cheminots polonais à se rendre à Ratibor pour recevoir leur salaire et les mettent alors en état d'arrestation, leur infligeant les pires cruautés. La population demande la protection des détachements français et anglais.

La direction de l'usine Hulzynski, de Gleiwitz, refuse de réintégrer dans leur emploi les ouvriers revenant du front. Les journaux polonais attirent l'attention de la commission interalliée sur ce fait, qui peut avoir des conséquences graves pour l'industrie de la Haute-Silésie.

L'Orgesch a décidé de ne pas laisser les ouvriers polonais entrer dans de nombreuses localités. A Gleiwitz et à Kattowitz, des ouvriers revenant du front ont été maltraités et chassés de la ville.

L'insurgé Keyman, qui est revenu de captivité, a déclaré avoir vu plusieurs fois des régiments bavarois achever des blessés et fusiller des prisonniers. Des procès-verbaux relatifs à ces faits seront envoyés à la commission interalliée.

Korfanty à Varsovie.

Korfanty est arrivé à Varsovie. Il a été reçu hier par M. Trompczynski, maréchal de la Diète.

Le règlement du conflit polono-lithuanien.

Le ministre des affaires étrangères a décidé de créer une commission spéciale qui sera chargée d'élaborer un projet d'accord avec la Lithuanie, sur la base principale du projet de M. Hymans.

D'éminents citoyens de Wilno, connaissant à fond la question, participeront aux travaux de cette commission.

Von der Goltz exhale sa rancœur.

Le général von der Goltz publie une lettre ouverte à l'adresse du général Gerich, ancien chef du Schutzkor finlandais, qui fut mis en demeure de démissionner, à la suite de la publication dans les journaux finlandais d'un article du général outrageant pour les Alliés.

Dans sa lettre, von der Goltz exprime au général Gerich toute sa reconnaissance pour avoir prononcé « des paroles audacieuses souffletant les oppresseurs du monde. Ces poltrons de Français et la bande de Northcliffe n'ayant pu vaincre par la force des armes ont fait une propagande de mensonges qui leur assura la victoire ».

Von der Goltz exprime ensuite sa confiance dans la victoire de l'idée allemande et dans la renaissance de l'Allemagne « facilitée par les actes de violence de Foch et l'oppression de la Société des Nations ».

La situation sanitaire en Russie.

Le commissaire du peuple pour la santé et l'hygiène publiques avait enregistré, jusqu'au 20 juin dernier, 8.210 cas de choléra asiatique. L'épidémie se développe surtout le long des lignes de chemins de fer.

Le congrès des associations révolutionnaires.

Les débats du premier congrès des associations professionnelles rouges ont commencé le 3 juillet, à Moscou.

La légation soviétique en Pologne.

Le personnel composant la légation des Soviets en Pologne est attendu à Varsovie le 15 courant.

Après l'assassinat de Beuthen.

Une insinuation allemande.

La presse berlinoise publie une information suivant laquelle l'autopsie du corps du commandant de Montalègre aurait démontré que l'officier avait été tué par une balle provenant d'un fusil français.

Le procès-verbal officiel de l'autopsie n'a pas encore été rendu public, mais il est clair qu'en publiant cette calomnie, la presse berlinoise veut insinuer que l'assassin est un Français ou un Polonais, l'armée polonaise faisant usage de fusils français.

L'emprunt forcé.

Le conseil financier de la Diète a discuté la question de l'emprunt forcé. Le ministre des finances présentera à la commission financière de la Diète un projet de loi concernant cet emprunt.

Le parti socialiste polonais.

Le parti socialiste polonais a décidé de se retirer de la seconde Internationale.

La préméditation du crime est établie.

Deux semaines avant l'assassinat du commandant de Montalègre, la commission interalliée avait ordonné l'arrestation de Langisch, chef de bandes allemandes. Les membres de la commission reçurent alors des lettres de menaces dans lesquelles on assurait que six officiers français seraient tués si Langisch n'était pas libéré. Le commandant lui-même avait reçu une lettre semblable.

Le Comité des Douze reconnu officiellement par les Allemands.

Le comité des Douze de Glogowek a été reconnu, par le gouvernement allemand, comme la représentation officielle des Allemands en Haute-Silésie.

Enlèvement d'un prêtre polonais.

Les stosstruppen ont arrêté et emmené dans une direction inconnue le curé polonais de Star-now.

PERSONNE d'origine polonaise parlant anglais (langue maternelle bon accent, pas patois) et français cherche place de valet de chambre auprès d'un monsieur polonais en France. S'adresser à la Revue POLONIA.

MEMENTO

Ameryka.

Z okazji narodowego święta amerykańskiego, 4 tego lipca, (ogłoszenie niepodległości Stanów Zjednoczonych) odbyły się po całej Polsce, a zwłaszcza w Warszawie, wielkie uroczystości, nacechowane nieklamana sympatją Polski dla Ameryki (Stanów Zjednoczonych).

Redaktor jednego z dzienników warszawskich opowiedział przy tej sposobności skromny wywiad z dziennikarzem amerykańskim, z którego podajemy mały wyjątek.

— Rząd amerykański — oto słowa amerykańskiego dziennikarza — chciałby Polsce przyjść w wielkiej mierze z pomocą. Amerykanie na sprawę Górnego Śląska patrzy z uwagą i z pewnością prawną polskich skrzywdzić nie dadzą...

— Przedstawiciel Ameryki będzie oczywiście brał udział w obradach Rady Najwyższej?

— Tak, Ameryka będzie reprezentowana na tych doniosłych naradach, chociaż nie będzie głosować na Radzie Najwyższej. Wogóle, jeśli dotychczas Ameryka trochę fałszywie oceniała pewne problemy polityki polskiej, było to wina braku informacji. Brak informacji ze strony polskiej dla dziennikarzy amerykańskich. Proszę zwrócić na to uwagę, że chcę bardzo zakrzętnąć się około zbliżenia prasy i korespondentów prasy amerykańskiej z dziennikarzami polskimi wszystkich obozów. Nikt nas nie informuje ze strony polskiej. Czy niema u panów jakiegoś związku dziennikarzy, któryby ułatwił wzajemne porozumienie się pomiędzy dziennikarzami zagranicą z polskimi publicystami?

Jest tu wyraźnie powiedziane, że znaczna wina w « fałszywym ocenianiu polityki polskiej przez Amerykę spada na brak informacji ze strony polskiej ».

Zdawać by się mogło, że ten obowiązek informacji należał w pierwszym rzędzie do prasy polskiej w Stanach Zjednoczonych, która liczy kilka dzienników, wydawanych w tak okazałych formatach, że papierużyty na jeden nakład tych dzienników w jednym dniu, wystarczają na cały rok skromnej Polonii, która jednak blisko połowę swego numeru sobotniego poświęca na informowanie społeczeństwa francuskiego o sprawach polskich.

* *

Towarzysz Kościuszki w Ameryce, Kazim. Pułaski pisał do siostry: « Ja tu komenduję całą kawalerją, w różnych byłem atakach dość pomyślnie. Bawić tu długo nie myślę. Obyczaje tujejsze nie mogą się zgadzać z moim humorem; do tego i strata jest próżna czasu w tej służbie. Nie dobrze czynić nie można. Ludzie tu są bardzo zazdrośni, zgola wszystko przeciwnie. Jednak jeszcze do przyszłej kampanji bawić tu będę, dalej, jeśli będzie można, handlować zaczęć, co tu jest najużyteczniejsze.

Już przed półtora wiekiem szlachcie Pułaski zrozumiał, że w Ameryce przedewszystkiem na

pierwszem miejscu idzie business. Nie mamy też za złe bynajmniej ani naszej prasie zaocznawej, ani otwarcie mówiące wszystkim, co się tam wybierają, że to słowo ich hypnotyzuje, chcielibyśmy tylko skromnie zauważyć, że taki business, jaki praktykują tam na naszych wychodźcach amerykańskich międzydziałacze społeczni i polityczni, zarówno miejscowi, jak i wciąż napływający świeżo, wydał, jak dotąd przynajmniej, skutki opłakanie.

Mamy zupełnie świeże relacje, od ludzi na zaufanie zasługujących, a codopiero ztamtąd przybyłych, zasługujące na to, aby po całej Polsce uderzyć na alarm i ostrzedz opinię publiczną przed niebezpieczeństwem dalszej podobnej polityki, prowadzonej bez najmniejszej kontroli społeczeństwa w kraju, w sposób absolutnie samozwańczy i żadnej kontroli nie dopuszczający, przez niemal ogół naszych działaczy i aferzystów (tam się to prawie zawsze łączy ze sobą).

Doszło do tego, że dziś polski chłop w Ameryce na samą wzmiankę o jakiejś składce, czy olierze, czy udziale w jakiegokolwiek sprawie Polskiej, niemal że za widły czy kij nie porywa, bo ma już dosyć tych dolarów, przypadłych bez wieści w najrozmaitszych aferach. Owe kompanie okrętowe polskie, sprowadzające na swój statek dwa razy więcej emigrantów polskich z całej Ameryki, niż ich statek może pomieścić, gdy tymczasem okręt najspokojniej stoi na kołwicy w Gdańsku — owe znowu kompanie okrętowe, wysyłające statki do Polski, nie zapamiętawszy dla nich powrotnego ładunku i zakładające wielkie dzienniki, które przy takiej organizacji muszą upaść, pociągając znowu straty akcjonariuszy — czytaj polskich chłopów — owe dziwne kompanie naftowe i tyle, tyle innych spraw, wprost skandalicznych a nie chcemy tutaj poruszać tych, o które już sama prasa polska w Stanach krzyk podnosi — wszystko to daje dużo do myślenia i nasuwa nam powody do słusznych obaw o te kilka milionów naszej emigracji w Stanach Zjednoczonych, żyjących w jakichś warunkach niemożliwych, odgradzonych od reszty Polski chińskim murem swych kierowników, patrzących jak z tych milionów dolarów, płynących jeszcze ciągle, acz już coraz skromniej do ojczyzny — macierzy, drobna jeno część dochodzi do tych, co najbardziej potrzebują. Z każdym dniem rośnie rozgorzenie i nieufność emigrantów, odbijając się z natury rzeczy na sprawie dobra publicznego.

Czas najwyższy, aby emigracja polska w Ameryce przestała być dojną krową dla tych, co unieją podbić tam bębena patriotycznego, i aby państwo polskie zajęło się bliżej tymi kilkoma milionami swych obywateli, bo inaczej straty nasze w ludziach tamtejszych, wyrzekających się po tylu smutnych doświadczeniach związków z ojczyzną, mogą być doprawdy za wielkie.

K. MIR.

Historja niedosłej siedziby ambasady polskiej w Paryżu

(wywiad z p. M. Kossowskim, doradcą prawnym ś. p. Mikołaja hr. Potockiego).

Podczas konferencji pokojowej przed dwoma laty rozeszła się po Paryżu wieść, że znany bogacz, Mikołaj hr. Potocki, darował Polsce swój wspaniały pałac przy avenue Friedland, z przeznaczeniem go na siedzibę przyszłej ambasady. Wiadomości tej później zaprzeczano, chodzący o niej takie i owakie pogłoski, toteż kiedy niedawno zmarł ofiarodawca, uważaliśmy za stosowne zwrócić się po bliższe w tym względzie informacje do źródła, najlepiej poinformowanego, bo do doradcy prawnego ś. p. Mikołaja hr. Potockiego p. Michała Kossowskiego, który to stanowisko zajmował przy zmarłym po ojeu swoim. Tenże zaś sprawował ten urząd przez lat 18, od czasu powrotu swego z wygnania na Syberji.

Ś. P. Mikołaj hr. Potocki — oświadcza nam na wstępie p. Kossowski, przebywał we Francji od lat 65. Mimo nieodwzownej w takich wypadkach, że tak powiem aklimatyzacji, uważał się za Polaka i tę przynależność starał się niejednokrotnie akcentować.

— Czy darowizna pałacu przy avenue Friedland znalazła potwierdzenie w otwartym testamentie zmarłego? — zapytujemy.

— Nie. Akt darowizny, na którym brakowało jedynie podpisu ofiarodawcy, został zniszczony w mojej obecności przez samego hrabiego.

— Co go skłoniło do tego kroku opłakanego?

— Postępowanie samych Polaków w Paryżu zraziło nieboszczyka do tego stopnia, że sam własnoręcznie akt darowizny zniszczył.

Tutaj na naszą prośbę p. Kossowski opowiada nam dokładną historję samej darowizny i wypadków, które spowodowały zmarłego do jej cofnięcia.

Kiedy prezydent Poincaré sformowanym świeżo we Francji oddziałom polskim wręczał sztandar, na tę uroczystość zaproszony został również hrabia Potocki. Po powrocie z uroczystości zawezwał mnie do siebie i przy świadkach oświadczył, że nie mając dzieci, a pragnąc zaakcentować swą wdzięczność dla powstającego wielkiego państwa polskiego, chciałby coś dla niego uczynić, przy czem wspominał o da-

rowiznie swego pałacu przy avenue Friedland. Nie tracąc czasu, kując żelazo, póki gorące, prosiłem go, aby z tym projektem nie zwlekał. Rzeczywiście formalny akt darowizny wygotowałem, brakowało jedynie podpisu hrabiego w obecności rejenta francuskiego.

Od tego czasu zaszły jednak wspomniane przezemnie poprzednio wypadki, które z raziły w wysokim stopniu ofiarodawcę.

Były trzy główne takie sprawy, które rozgorczyły hrabiego: sprawa szpitala w Rambouillet, sprawa lokali, oddanych na rzecz armji generała Hallera, przy pałacu na av. Friedland, wreszcie sprawa wystawy polskiej w pałacu hrabiego przy avenue Friedland, i rola, jaką przy tej sposobności odegrał Komitet Narodowy w Paryżu. Sprawy te kolejno przedstawiam.

Jeszcze podczas wojny, hrabia Potocki ufundował w majątku swym w Rambouillet szpital na dwieście łóżek dla armji francuskiej. Z chwilą sformowania się we Francji armji polskiej, szpital ten przeznaczony dla żołnierzy polskich i na czele jego zaprosił doktora Ratyńskiego. Cóż się jednak stało? Oto chorych i rannych żołnierzy polskich rozsyłano po całej Francji, nie zważając na to, że ci żołnierze często nie znali zupełnie języka francuskiego, natomiast do szpitala w Rambouillet przysyłano żołnierzy, prawie zdrowych. Zdarzały się wypadki, że ci « Chorzy » przyjeżdżali do szpitala na rowerach.

Niech się Pan nie dziwi, że tego rodzaju postępowanie musiało dotknąć niemal hrabiego.

Następna sprawa przedstawia się w ten sposób. Gdy generał Haller przybył do Paryża, a niech Pan nie zapomina, że wówczas nie był jeszcze naczelnym wodzem armji polskiej, tutaj sformowanej, lecz skromnym generałem, i zamieszkał z kap. Malinowskim i majorem Bajerem w hotelu przy ulicy Helder, hrabia Potocki poprosił mnie o udanie się do gen. Hallera i o zaproszenie go w swem imieniu na stałe zamieszkanie w Rambouillet. Gen. Haller zgodził się na to z radością i gotowością i rzeczywiście przyjęty został przez hrabiego z wielką serdecznością, a nawet pompa. Hr. Potocki oświadczył zarazem gotowość przyjścia generałowi z wszelkimi grzecznościami, jakichby tylko tenże zażądał. W owym czasie o całej sprawie szpitala hr. Potocki już niemal zapomniał, a w każdym razie nie okazywał z tego powodu animozji.

Gdy gen. Haller został głównodowodzącym, hrabia oddał na użytek składów wojennych dla armji polskiej cudowne lokale w słynnych stajniach przy pałacu w Paryżu. I tu znowu spotkało go rozczarowanie. Z braku dyscypliny, żołnierze nasi poczuli owe lokale brudzić, zaś wobec hrabiego, który od czasu do czasu przychodził je zwiedzać, zachowywali się impertynencko. Pewnego razu n. p. na zrobioną uwagę kapralowi, co do zabrudzenia lokalu, ów kapral puszczał hrabiemu dym z papierosa prosto w twarz, odpowiedział, że go wogóle nie zna i że ten nie ma prawa robienia mu jakiegokolwiek uwag. Hr. Potocki poskarżył się pisemnie gen. Hallerowi, ale odpowiedzi wcale nie otrzymał, owszem dowiedział się ubocznie, że ów kapral awansowany został na sierżanta.

I ta jednak sprawa nie wpłynęła na hrabiego bezpośrednio w jego zamiarze oddania pałacu na ambasadę polską.

Przyszła inna sprawa, mianowicie, jak wspominałem, sprawa wystawy polskiej i zachowania się w niej Komitetu Narodowego.

Korzystając, że wojna się kończyła, zwróciłem się do hrabiego z prośbą, aby odstąpił swój pałac przy avenue Friedland na urządzenie wystawy malarzy i rzeźbiarzy polskich i proponując, aby czysty dochód z tej wystawy obrócić na wspomnienie żołnierzy-kalek z armji polskiej we Francji. Hr. Potocki zgodził się na to bez namysłu i wystawa została otwarta uroczystość dnia 30 listopada 1918 r., w obecności prezydenta Poincarégo. Trwała przez dwa i pół miesiąca.

Zwiedzały ją tłumy publiczności. Cel jej był jasny. Wobec toczących się równocześnie układów pokojowych, była ona najlepszą propagandą sprawy polskiej. Najwybitniejsze osobistości udzieliły jej swego protektoratu, wśród nich ambasadorowie państw sprzymierzonych, nie wykluczając czeskiego min. Benesza. Gdy komitet wystawy, pozostającej pod przewodnictwem honorowym Mikołaja hr. Potockiego, zwrócił się do Komitetu Narodowego (11 bis avenue Kleber) o protektorat, nie otrzymał nie tylko przychylniej, ale wogóle żadnej odpowiedzi. Na prośbę, zwróconą indywidualnie do poszczególnych członków Komitetu, jeden p. Józef Wielowiejski tego protektoratu udzielił. Rzecz prosta, że tego rodzaju afront zraził mocno hrabiego.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie jedynie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 100 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRĄGUTTA 8

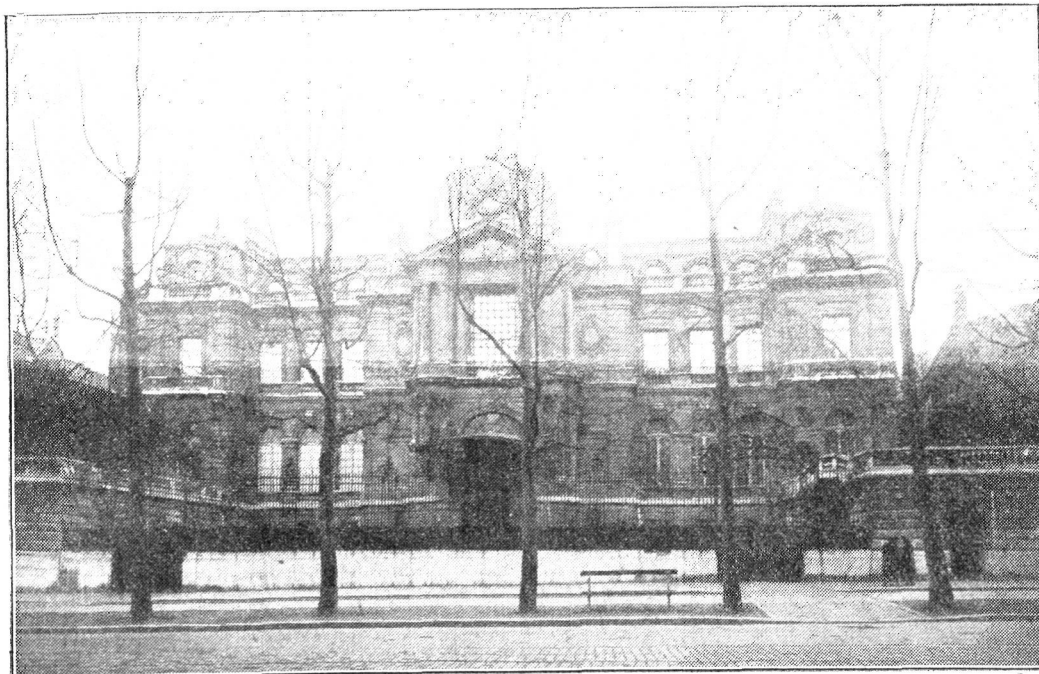
Oddziały i Agentury: Białą podlaska, Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filja w Antwerpii (Belgia).

Kasy wypłat: Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Pultusk, Zamość, Chelm, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz, Sandomierz.

JEDYNY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. **BANK** opocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).*



PAŁAC MIKOŁAJA HR. POTOCKIEGO, 27 AVENUE FRIEDLAND
ofiarowany przelotnie dla ambasady polskiej w Paryżu.

Mimo to hr. Potocki sprawy darowizny pałacu nie zasypiał i osobiście udawał się kilka razy do Komitetu, dla ostatecznego uregulowania całej sprawy. Kazano mu niejednokrotnie całe godziny czekać w przedpokoju, a kiedy go wreszcie przyjmowano, sprawę odkładano, twierząc, że są od niej daleko ważniejsze inne sprawy polityczne. Ofiarodawca mimo to w dalszym ciągu nie wyrzekł się swej pierwotnej obietnicy.

Po zamknięciu wystawy Komitet Narodowy raptem przyznał się do protektoratu, bo oto przysłał komisję rewizyjną, złożoną z członków Komitetu i kapitana, przedstawiciela gen Hallera, dla zrobienia rewizji. Czysty dochód z wystawy w sumie 8 414 fr. 70 c komitet wystawy przesał do kasy Komisji Likwidacyjnej Komitetu Narodowego. Hr Potocki dowiedziawszy się drogą prywatną, że sumę tę wysłano na ręce gen Hallera, zwrócił się za moim pośrednictwem do Komitetu Nar. z prośbą o nadesłanie oficjalnego potwierdzenia wysłania tych pieniędzy. List mój w tej sprawie pozostał bez odpowiedzi.

Ten brak porządku i prostej grzeczności ostatecznie zraził hr. Potockiego do tego stopnia, że pewnego wieczoru, wróciwszy do pałacu przy avenue Friedland, zaszedł do mego gabi-

netu i w moich oczach, w chorobliwym podrażnieniu, drżącymi rękami akt darowizny rozdarł.

Bezpośrednio potem pobiegłem do Komitetu Narodowego i tam błagałem jego członków, ażeby udali się do hrabiego i wyjednali cofnięcie tego oplakanego czynu. W odpowiedzi posyłałem od jednego z panów z Komitetu, że pałac ten byłby wielkim ciężarem dla rządu polskiego, gdyż jego utrzymanie i podatki zrujnowałyby Polskę. Pozwoliłem sobie zauważyć, że żadna ambasada nie płaci podatków od swych budynków, a pałac, który ma ogród wielkości 7.000m. kw., możnaby sprzedać za sumę conajmniej 15 milionów i pieniądze te odpowiednio zużytkować. Zauważyłem też, że możnaby pałac pozostawić dla ambasady, a na pustym terenie wybudować domy mieszkalne, z których dochód pokryłby doskonale koszt ambasady.

Niestety Komitet Narodowy nie reagował wcale na moje uwagi i tak pogrzebany został projekt tej wspaniałej siedziby dla ambasady polskiej w Paryżu.

Przed śmiercią hr. Potocki znowu powziął myśl darowania pałacu dla ambasady. Wiem, że poseł Maurycy hr. Zamoyski w tej sprawie widywał prawie codziennie zmarłego, ale nie-

stęty w rezultacie pałac dostał się nie państwu polskiemu, tylko głównemu spadkobiercy.

— Wolno wiedzieć, kto nim jest? — zapytujemy.

— Alfred hr. Potocki z Łańcuta, jeden z największych bogaczy w Polsce, nawet nie krewny zmarłego.

— Czy ze strony krewnych nie założono protestu?

— Owszem, rozpoczęto już proces spadkowy w imieniu najbliższego krewnego, Jana hr. Potockiego.

— Jak wielką była fortuna Mikołaja hr. Potockiego?

— Sekret profesjonalny nie pozwala mi podać sumy szczegółowej.

W każdym razie jest to jedna z największych fortun we Francji.

— Mówią, że rząd francuski tytułem należytości spadkowych i podatków zyska grubą sumę?

— W każdym razie dochód rządu francuskiego będzie olbrzymi.

— Czy zmarły pozostawił zapisy na cele dobroczynne?

— Dawniej wspominał o tem, ale testament sporządził w ostatnich czasach przed śmiercią, w stanie niemal niepoczytalnym, tak że o tych obietnicach nie pamiętał i na cele dobroczynne nie pozostawił prawie nic.

— W końcu jeszcze jedna uwaga. Czy nie sądzi Pan — zapytujemy p. Kossowskiego, że hrabia Potocki, o ile wogóle miał obywatelski zamiar darowania swego pałacu przy avenue Friedland na rzecz polskiej ambasady, nie powinien był zrażać się szukanami jednostek, chociażby one zajmowały stanowisko oficjalne i że z tego względu zasługuje na surowe potępienie?

Takie jest i moje zdanie — odpowiada nam p. Kossowski, zegnając nas uprzejmie.

Kazimierz Helle.

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Finansiści węgiersko-włoscy w polskim przemyśle naftowym.

Przy współudziale Banku węgiersko-włoskiego i grupy zagranicznej powstało w ostatnich dniach w Budapeszcie Towarzystwo akcyjne « Nafta Polonia » z kapitałem 100 milionów koron, celem wzięcia udziału w interesach polskiego przemysłu naftowego. Towarzystwo to nabyło już liczne objekty naftowe w Polsce.

Związek powstańców polskich.

Na G. Śląsku powstał związek b. powstańców polskich, którego celem jest między innymi opieka nad inwalidami powstańczymi i nad rodzinami poległych oraz wzajemna pomoc stowarzyszonym.

Posel Piltz w Pradze.

Posel polski Piltz w towarzystwie radcy legacyjnego — Babela i sekretarza Ciechanowickiego przybył do Pragi d. 3 b. m. Przybyłych powitał na dworcu czeski wiceminister spraw zagranicznych Birza, sekretarz generalny Strimpl, radca legacyjny Massaryk, oraz poselstwo polskie i konsulat w Pradze z radcą Malezewskim na czele. Minister Piltz oświadczył, że najbliższym jego zadaniem jest zbadać grunt dla uregulowania dalszych stosunków i przedstawienie sprawozdania w Warszawie dla otrzymania od rządu instrukcji.

— Prasa praska wita p. Piltza nowonaznaczonego ambasadora polskiego — jako doświadczonego i energicznego sprawcę porozumienia polsko-czeskiego.

« Times » o Polsce.

« Times » w korespondencji z Warszawy pisze między innymi co następuje: « Opinia polska zdaje sobie sprawę, że Polska uniknie groźnej jej nowej wojny o Górną Śląsk. Ogólne bierność w opinii polskiej nastąpił zwrot w kierunku pokojowym. W stosunkach polsko-czeskich nastąpiło znaczne polepszenie. Od czasu zbliżenia z Rumunją idąc za radami Take Jonescu Polska szuka zbliżenia również z Czechosłowacją — Sprawa gdańska posunęła się znacznie naprzód. Przytem stwierdzić należy, że Polska otrzymała powinna należne jej prawa w stosunku do wolnego miasta, gdyż w przeciwnym razie nie będzie mogła rozwijać swego przemysłu i wejść na drogę pokojowego rozwoju.

Aresztowanie pod zarzutem oszustwa i szpiegostwa.

Pod zarzutem milionowych oszustw aresztowała policja krakowska 32-letniego berlińczyka Kosteckiego. Aresztowany jest z zawodu właścicielem wielkiej fabryki chemicznej w Berlinie. Przybywał często do Polski, gdzie sprzedawał chemikalia i wyroby apteczne. Kostecki sprzedał tutaj naszym kupcom znaczne ilości chininy i kokainy, co do których badanie ustaliło, że zawierały w sobie olbrzymią ilość obcych składników. Sumy, jakie Kostecki pobierał, sięgają wielu milionów. Policja podejrzewa nadto Kosteckiego o uprawianie szpiegostwa na rzecz Niemiec.

W Raort.

(Z CYKLU: ŚMIESZNE HISTORJE)

HISTORJA PRZEPUSTKOWA

(dokończenie)

— Czego pan chce?
— Żona moja ciężko chora...
— Ja się panu nie kazafem żenić!...
— Tak, tak, ale to już przepadło i teraz muszę z nią koniecznie wyjechać do lekarza...
— To jedź pan!...
— Proszę o przepustkę...
— Przepustki wydawałem wczoraj od 10-12 rano. Ja dla pana nie zaprowadzę innych dni urzędowania. Żegnaj pana!...
— Bardzo przepraszam pana komisarza, ale ja byłem wczoraj tutaj i pan komisarz o godzinie 11 raczył wstrzymać wydawanie przepustek.
— Co, pan chce kontrolować moje godziny urzędowe?... A, to paradne!
— Broń Boże, tylko proszę...
— Nic pan nie dostanie! Przyjdź pan pojutrze!... Żegnaj.
Nie pomogły moje perswazje, prośby, zakłęcia i lzy żony. Darmo tłumaczyłem panu komisarzowi, że zapłaciłem 100 koron za furę, aby się dostać do starostwa, że byłbym zmuszony znowu płacić furę z powrotem, a pojutrze opłacić furę ponownie, że jestem niezamożnym urzędnikiem i t. d. — Wszystko groch o ścianę.
— Przyjdź pan pojutrze!...

*

Za dwa dni wybrałem się znowu do powiatowego miasta, ale tym razem zapłaciłem tylko 70 koron za furę, gdyż pojechaliśmy okazyjnie z żoną na furze desek, transportowanych w tę stronę.

Ustawiliśmy się w ogonku już o 8 rano i czekaliśmy.

Czekaliśmy pełni nadziei i najlepszych myśli.

Konferencja polsko-litewska.

Następne posiedzenie konferencji polsko-litewskiej w sprawie Wileńszczyzny miało odbyć się dnia 15 bm. w Brukseli pod przewodnictwem Hymansa, o ile do tej pory rząd kowieński wyrazi zgodę na decyzje genewskie rady Ligi Narodów. Przedstawiciel Polski prof. Askonazy przebywa obecnie w Montreux.

ROZMAITOCI

Przywrócenie opłat kolejowych i pocztowo-telegraficznych w Rosji.

Pisma niemieckie donoszą, że w Rosji sowieckiej przywrócono opłaty za przejazd kolejami, opłaty pocztowe, telegraficzne i telefoniczne. Dotychczas instytucje te były oddane bezpłatnie do użytku publiczności.

Międzynarodowy Trybunał Sprawiedliwości.

Zgodnie z uchwałą walnego zebrań Ligi Narodów powstaje przy Lidze Narodów « Międzynarodowy Trybunał Sprawiedliwości ». Dotychczas statut Trybunału ratyfikowały 4 państwa: Francja, Danja, Włochy i Szwajcaria. Co się tyczy Polski, to Rada ministrów na posiedzeniu 2-go czerwca przyjęła statut, który znajduje się obecnie na sejmowej komisji spraw zagranicznych i wejdzie wkrótce na plenum Sejmu. Jako kandydatów na sędziów rządu polskiego zgodnie ze statutem Ligi wysuwa związek polskiej grupy sędziów w składzie następującym: prof. Halban, prof. Oswald Balzer, prof. Michał Roztworowski i Leon Biliński, b. namiestnik dla Galicji.

Międzynarodowe biuro pracy.

— Przedstawiciele Międzynarodowego biura pracy, w liczbie około 40, reprezentujący 13 krajów, między innymi i Polskę, przybyli do Sztokholmu. Na Zjeździe będą rozważane kwestje: ustalenie stosunku Ligi narodów do Międzynarodowego biura pracy, wyznaczenie stałego reprezentanta przy Lidze narodów, sprawa — które kraje uważać należy za najbardziej przemysłowe, kwestja zarobków robotniczych, kwestja bezrobocia, emigracji i robotników rolnych.

Wojciech Kossak w Ameryce.

Wybitny artysta malarz, Wojciech Kossak, który od kilku miesięcy bawił już w Ameryce, zdołał niezwykle zainteresować sztuką odrodzonej Polski społeczeństwo amerykańskie. Specjalną zwłaszcza popularnością cieszą się jego pelne elementy narodowych polskich obrazy z cyklu: « Cena, którą Polska zapłaciła za swą wolność » przedstawiających ofiarę krwi i mienia, jaką ponieśli Polacy w ciągu ostatnich wojen.

Wśród nowych prac artysty już pierwszy plan wysuwa się portret generała Pershinga, twórcy i naczelnego wodza armii amerykańskiej, który z zasady odrzucał wszelkie propozycje portretowania go przez malarzy, zgodził się jednak, aby oficer-Polak wykonał jego portret. Polska ambasada w Waszyngtonie ofiarowała ten portret jako dar od rządu polskiego Akademii wojskowej w West Point, założonej przy współudziale Tadeusza Kościuszki.

Kongres trzeciej międzynarodówki

Delegacja rosyjska na kongres tej międzynarodówki składa się z 35 członków, z których 21 mają prawo głosu. Zimowiew, wybrany na przewodniczącego kongresu, oświadczył przedstawicielom pracy sowieckiej, że celem trzeciego kongresu czerwonej międzynarodówki jest przygotowanie walki decydującej, tem bardziej koniecznej, ile że wszędzie siły proletariatu są zorganizowane. Kongres powinien opracować metody działania partii komunistycznej w przewidywanym rewolucji światowej, następnie powinien ogłosić konieczność walki ze związkami zawodowymi, t. zw. « żółtymi », a także z międzynarodówką z Amsterdamu, wreszcie powinien opracować podstawy dla propagandy na wschodzie.

Na cześć kongresu odbył się w Moskwie przegląd wojsk. Wojska sowieckie były witane przez członków kongresu jako « gwardja rewolucji światowej, która ma zapewnić zwycięstwo komunizmu i proletariatu ».

Wogóle kongres jest ożywiony duchem militarysty, zwłaszcza nader żywą propagandę w tym sensie prowadzą obrońcy Trockiego, którzy pragną wynieść na stanowisko prezesa trzeciej międzynarodówki. Twierdzą oni, że międzynarodówka komunistyczna powinna przejść do czynnej polityki militarnej, a to czyni niezbędnym wybór człowieka, który się wyróżnił jako dowódca wojskowy.

Czekaliśmy.

O godzinie 11-tej rano dostałem się z żoną do biura.

— Czego pan chce! — pyta komisarz, oglądając swoje paznokcie.

— Miałem zaszczyt już być tutaj...

— Ale czego pan chce?

— Przepustki dla siebie i chorej żony.

— Kto chory?

— Żona.

— Czyja żona?

— Moja.

— No, więc?...

— Jak pan komisarz myśli?

— Ja tu nie jestem do myślenia! Rozumie pan?... Dokąd chcecie jechać?...

W przeciągu godziny wytłumaczyłem wreszcie cel i potrzebę jazdy panu komisarzowi, który z początku nawet twierdził, że żona moja jest całkiem zdrową i do Lwowa wcale jeździć nie potrzebuje, ale wreszcie dał się przekonać i odesłał mnie do fizyka po poświadczenie czystości, bez którego przepustki wydać nie może.

Pobiegnęłam więc do willi pana fizyka odległej od miasta o 2 km. i nie zastałem go w domu, gdyż był na polowaniu. Na szczęście, pani fizykowa ulitowała się nademną i wydała mi owe poświadczenia, z którymi stanąłem zadyszany przed panem komisarzem.

— Ma pan od fizyka?...

— Niestety, tylko od fizykowej.

— To wszystko jedno! Przyjdź pan zatem jutro.

Tłumaczyłem znowu panu komisarzowi, że musiałbym poraz drugi nocować w przedsiönku stacji kolejowej, że lekarz kazał bezzwłocznie żonie wyjechać do chirurga, że nie mam środków, aby znowu wynajmować furę z powrotem, że wreszcie gotów jestem popełnić samobójstwo i t. d.

Po pół godzinie przekonałem pana komisarza, który mnie w międzyczasie odesłał do wszystkich djabłów.

— Więc czego pan chce?

— Przepustki dla siebie i chorej żony...

— Czyjej żony?

— Mojej.

— Aha!... A ma pan poświadczenie z zapłaconego podatku?...

— Zdaje się, że nie winien nie jestem...

— A ma pan poświadczenie?

— Nie.

— No, to przyjdź pan jutro.

— Ależ panie komisarzu...

Komisarz groził mi sądem polowym i aresztowaniem, ale wreszcie znowu się udobruchał.

— Idź pan do magistratu.

— Po co?...

— Przynieś pan legitymację gminną, na podstawie której starostwo wydać może przepustkę. — Ależ my nie tutaj!... Zresztą ja mam legitymację, tylko żona nie ma.

— To nie!... Idź pan! Spiesz się pan, bo wnet wychodzę z biura.

Popełdziłem do magistratu. Otrzymałem tam legitymacja opiewała, że żona moja Helena X-owa nie należy do roczników poborowych.

Gdy wróciłem, zastałem pana komisarza ubranego już w jeden rękaw zarzutki.

— Jest?...

— Jest. Ale na co to panu komisarzowi? Przecież moja żona nie jest wcale obowiązana do służby wojskowej.

— Teraz takie czasy, że nie nie można wiedzieć — zakonkludował pan komisarz i w najgorzszym humorze zasiadł do pisania przepustek.

Wreszcie były gotowe.

— Idź pan do etapowego dowództwa po potwierdzenie.

W ukłonach i wśród powodzi dziękczynnych słów opuściłem pana komisarza i udałem się do dowództwa etapowego.

Na moje nieszczęście urzędowano tam w sprawach przepustkowych tylko w godzinach przedpołudniowych. Zmuszony więc byłem furę odprawić i przenocować w jakimś podejrzany zajezdzie, gdyż o przepędzeniu drugiej nocy na zniszczonym dworcu mowy być nie mogło.

Rano, przekonał się oboje z żoną, że świądectwa czystości wydane nam przez panią fizykową straciły zupełnie na wartości.

Sokół Polski we Francji

Uroczystość Sokoła Francuskiego w S. Etienne.

Prezes Sokoła polskiego w S. Etienne druh Ignacy Stempniak, zawiadamia i zaprasza Sokółów polskich z S. Etienne i okolicy na uroczystość Sokoła Francuskiego w S. Etienne, d. 17 lipca. Wymarsz z muzyką i sztandarem z domów mieszkaniowych o g. 2 popołudniu na miejsce ćwiczeń, po drugiej stronie parku, o 20 minut od miejsca wymarszu. Ćwiczyć będą również uczniowie i Sokolice.

Wiadomości Telegraficzne

(Express Telegraph de l'Est—12, r. du Helder, Paris.)

● Poselstwo sowieckie w Polsce.

Personel sowieckiego poselstwa w Polsce oczekiwany był w Warszawie na dzień 15 b. m.

● Niemieckie kłamstwa.

Prasa berlińska donosi, jakoby autopsja zwłok komendanta Montalegre wykazała miała, że oficer francuski zabity został kulą z karabinu francuskiego. Oficjalny protokół autopsji nie został jeszcze ogłoszony, ale jest rzeczą widoczną, że prasa berlińska ogłaszając te kłamstwa, usiłuje wzbudzić podejrzenie, iż modercą był albo Francuz, albo Polak, gdyż armja polska używa broni francuskiej.

● Korfanty w Warszawie.

Korfanty przybył do Warszawy i został przyjęty przez marszałka Trapczyńskiego.

● Załatwienie sporu polsko-litewskiego.

Minister spraw zagranicznych postanowił stworzyć specjalną komisję, któraby się zajęła wypracowaniem ugody z Litwą na podstawie projektu Hymansa. Wezmą w niej udział wybitne osobistości z Wilna, znające gruntownie całą kwestję.

● Pożyczka polska.

Komisja skarbową sejm uchwaliła wypuszczenie pożyczki 20 miliardów marek.

● Wolność handlu.

Sejm uchwalił w trzecim czytaniu prawo o wolności handlu.

● Propaganda bolszewicka.

Policja zatrzymała w Białymstoku bagaże, ważące 2000 kg i zawierające broszury propagandowe bolszewickie z Ameryki, Berlina, Pragi i Wiednia.

● Wypędzenie burmistrza Bytomia.

Burmistrz Bytomia Dr. Stephen, wzięty jako zakładnik, a następnie wypuszczony na wolność; otrzymał rozkaz natychmiastowego opuszczenia Górnego Śląska.

Dzienniki donoszą, że 45-a dywizja francuska ma zostać zastąpiona przez dywizję z nad Renu.

● Awantury w sejmie kowieńskim.

Na posiedzeniu sejm posłowie litewscy dowiedziawszy się, że posłowie polscy wysłali memorandum do Ligi Narodów, rzucili się na nich i kilku z nich poranili. Prezydent zarządził wypędzenie z Izby kilku posłów.

● Zjazd Sokółów.

Zjazd Sokółów otwarty został w Warszawie w sobotę d. 9 b. m., wśród wielkiego napływu. W zlocie bierze udział tysiąc Sokółów ze Śląska.

● Sprawa Gdańska.

Szef departamentu, p. Kazimierz Olszowski oświadczył przedstawicielom prasy, że zapatrywanie Ligi Narodów na kwestję Gdańska jest takie, jak i rządu polskiego — to znaczy: uznanie jako podstawy Traktatu Wersalskiego, praw polskich i praw gdańskich. Przyznał konieczność uważania wolnego miasta Gdańska za organizm polityczny i złączenia ścisłego interesów polskich z interesami Gdańska, co jest nieodzownym dla rozwoju miasta i jego przyszłości.

● Grupa komunistyczna w Sejmie.

Biurowej sejmowej zarejestrowała nową grupę t. j. « Frakcję Posłów Komunistów » złożoną z posłów Dombala i Łańcuckiego.

● Zwyczajka marki polskiej w Rydze.

Zanotowano na giełdzie ryskiej znaczną zwyżkę marki polskiej.

LE "JOURNAL DE POLOGNE"

Quotidien du soir paraissant en français à VARSOVIE, 54, Nowy Swiat

Directeur : FRÉDÉRIC DELAGNEAU — Rédacteur en chef : ROBERT VAUCHER

Le "JOURNAL DE POLOGNE" est le seul Quotidien servant de trait d'union entre la France et la Pologne. Il est le mieux renseigné sur toutes les questions politiques, littéraires, économiques et financières ayant trait à la Pologne et à l'Est européen.

Le "JOURNAL DE POLOGNE" vient d'instituer des services économiques donnant des renseignements gratuits sur toutes les questions d'importation et d'exportation, intéressant la France et la Pologne, sur les Bourses de Pologne et valeurs polonaises cotées aux Bourses de Paris et de Lille.

S'adresser aux Services Parisiens: 9, rue Richepance, Paris (8^e)

ABONNEMENT : un an 70 fr. ; 6 mois 36 fr.

Pierwszy Polski Sklep Artykułów Piśmiennych.

ROMAN REMBELSKI

Przyjmuje prenumeratę na dzienniki warszawskie (16 fr. miesięcznie z przesyłką): Kurjer Poranny — Robotnik — Rzeczpospolita zarazem poleca KSIĄŻKI POLSKIE 3, rue Fourcy. — Paris IV.

● Konferencje niemieckie we Wrocławiu.

We Wrocławiu odbywa się obecnie zjazd przedstawicieli niemieckiego min. spraw zagranicznych, przedstawicieli niemieckiego parlamentu, komitetu Dwunastu, generała Hoefera i jego sztabu.

Na porządku dziennym jest sprawa Górnego Śląska. Przed opuszczeniem Górnego Śląska Hofer oświadczył reprezentantom niemieckich stronnictw, iż pragnie, aby zgoda, którą okazali Niemcy w chwilach krytycznych, trwała i nadal wobec niepewnej przyszłości.

● Lamenty von der Goltza.

Von der Goltz ogłosił list otwarty do generała Gericha, byłego dowódcy finlandzkiego korpusu ochronnego i zmuszonego do dymisji wskutek artykułu w pismach finlandzkich, a obrażającego Aljantów. W liście swym von der Goltz wyraża Gerichowi wdzięczność za to, że « w śmiałych słowach spoliczkował ciemniejących światła. Tehörze francuscy — powiada dalej von der Goltz — i banda Northcliffa, nie mogą zwyciężyć bronią, rozpoczęła propagandę za pomocą kłamstw, która im zapewniła zwycięstwo ».

Von der Goltz wyraża ufność w zwycięstwo idei niemieckiej i odrodzenie Niemiec, ułatwione przez gwałty Focha i ucisk Ligi Narodów.

● Cholera w Rosji.

Komisarz ludowy dla Zdrowia i Hygieny Publicznej zanotował do dnia 20 czerwca 8210 wypadków cholery azjatyckiej, szerzącej się głównie wzdłuż linii kolejowych.

● Kongres towarzystw rewolucyjnych.

3 lipca rozpoczął się w Moskwie pierwszy kongres rewolucyjnych towarzystw zawodowych czerwonych.

OFIARY

Na Górny Śląsk. Złożyli w adm. Polonii: pp. Ks Unszticht z Changis St Jean 5 — Georges i Lili Desouche

Apprenez le FRANÇAIS et les autres LANGUES VIVANTES

A L'ÉCOLE BERLITZ

31, boulevard des Italiens

Prospectus Q franco. sur demande

UCZCIE się FRANCUSKIEGO i innych JĘZYKÓW NOWOŻYTYNYCH w SZKOLE BERLITZ'A

31, boulevard des Italiens

Prospekty Q bezpłatnie, na żądanie.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél. : Saxe 03-45

Wykonywuje wszelkie druki polskie. Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe. Broszury. Formularze. Zaproszenia. Książki, etc. etc.

Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską.

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité. Exposition permanente de tableaux.

103, boulev. du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów. Przechowywanie i przerabianie futer. Ceny umiarkowane, w sezonie letnim znacznie niższe.

EXPORT-UNION

KONCESJONARJUSZE FABRYK

26, rue Richer w Paryżu — Tel. Louvre 04-74 Bergère 38-98
56-58, Allées de Meilhan w Marsylii — Tel. 42-25

PRODUKTY CHEMICZNE

dla przemysłu: lakierniczego, malarskiego, kauczukowego, papeterijnego, blicharskiego. Siarka, Boraks, Gumy Lakowe, Skoncentrowany Siarek Sodowy, Wyciąg Kompozycyjny, Alun Chromowy, Dwuchromian Sodowy.

1. i Paul Pale z St Martin le Beau 2. — W Głodziński z Bordeaux 8. — Cieszkowski z Paryża 10. — Smółski z Sables d'Olonne 20. — Z ogłoszonymi w nr 27 bis Polonii razem 1019 fr.

KONSULAT POLSKI W STRASBURGU

komunikuje nam: Wydatki urzędzenia dwóch konferencji o Polsce w Strasburgu dnia 28 Lutego oraz w Metz 1 Marca 1921 wyniosły razem Frs. 1004,20 Wydatki te pokryli: Hoeppe Karol z Metz (Sam poniósł cały koszt urzędzenia konferencji w Metz), 560. — Czechorzyński Ed. z Ste-Marie-aux-Mines, 165,50. — Licht W. z Thionville, 100. — Wolff Paul w Strasburgu, 100. — Widelicki M. w Strasburgu, 50. — Tichauer A. w Strasburgu, 25. — X. X. w Strasburgu, 3,70. — Razem Frs : 1004,20.

BANK PRZEMYSŁOWCÓW W POZNANIU

FILJA w STRASBURGU, 17, rue Kuhn, przy dworcu kolejowym

JEDYNY POLSKI BANK w ALZACJI i LOTARYNGJI

KAPITAŁY WŁASNE 320 milionów m. p.

Oddziały w Polsce : **Toruń, Kalisz.**

Oddział w **Gdańsku.**

Oddziały na Górnym Śląsku : **Bytom, Katowice, Gliwice, Racibórz.**

Oddziały w Niemczech : **Gelsenkirchen, Oberhausen, Dortmund.**

Oddział w Holandji : **Heerlen.**

Warszawa (Bank Kredytu Hipotecznego) — **Lublin** (Bank Ziemi Polskiej) — **Berlin** (Bank Przemysłowców)

Dzięki swym rozgałęzionym stosunkom dokonuje *najszybciej i najkorzystniej* wszelkich przekazów pieniędzy do Polski oraz przyjmuje wkładki oszczędnościowe za najwyższym oprocentowaniem

Listy i przekazy należy adresować **BANK PRZEMYSŁOWCÓW, STRASBURG, 17, rue Kuhn (ALSACE)**

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32 (Nord-Sud St. Georges)
wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie operacje dentystyczne.
Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele i święta tylko od 9—12.
Dla pracujących w biurach i magazynach w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

POLSKIE BIURO BUREAU POLONAIS

3 bis, rue Emile-Allez, Paris (17^e).

Tłumaczenia, przepisywanie na maszynie, lekcje polskiego i francuskiego, lekcje zbiorowe wieczorem, we wtorki i piątki od 8-9, po 3 fr. lekcja. Sporządzanie aktów prawnych, porady prawne przez adwokata. **Ceny przystępne.**

Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących I^{ej}, II^{ej} i III^{ej} klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliższych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

KRONIKA

◊ Zbierajcie polskie marki pocztowe.

P. Zawadzińska, delegatka na Francję Polsk. Kom. Zbiórki Marek Poczty we Lwowie, składa niniejszem podziękowanie osobom, które złożyły na jej ręce większą ilość marek, a mianowicie pp. Rosa Bailly, redaktorce « Les Amis de la Pologne », Mickiewiczowi, konsulowi Lasockiemu, Skrochowskiej, Piestrakowi, Milewiczówny, Kuczyńskiej z Nicei, Sroce z Melun i Natansonowi.

Jednocześnie komunikuje, że 3,692 mp., zebrane ze sprzedaży marek w Paryżu komitet Zbiórki Marek Poczty we Lwowie użył na pomoc dla Górnolązaków.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

BIENENFELD JACQUES

KUJUJE : Perły, Drogie Kamienie, Bizuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL 90-10

TYGODNIK ILLUSTROWANY

sprzedaż pojedynczych numerów TYGODNIKA, przyjmowanie prenumeraty na TYGODNIK i ogłoszeń do TYGODNIKA w Księgarni POLONII, 3 bis, rue La Bruyère. Paris.

Pierwszorządny dom polski

JEAN GASIOROWSKI

Robes, Manteaux et Tailleurs

Créations de Modèles

Maison MAILLET

14, rue Duphot

PARIS

Téléph. Gutenberg 71-67.

Zbierajcie marki pocztowe na cele narodowo — humanitarne polskie!
Delegatka na Francję L. Zawadzińska, 65 Bd Arago, Paryż XIII.

◊ Napowietrzna poczta... koleją.

Jednemu z naszych czytelników p. Mosińskiemu, wydarzył się fakt taki Do swego współnika, bawiącego w Polsce, wyprawił list drogą napowietrzną, prosząc o odpowiedź takąsamą drogą. Odpowiedź nadeszła po trzech tygodniach przeszło. Okazało się bowiem, że urzędnik pocztowy w Białymstoku wogóle nie słyszał, iż istnieje stała poczta napowietrzna między Polską a Francją, zaczęto list musiał po staremu zadowolnić się... koleją. Czytelnik nasz zupełnie słusznie oburza się na takie porządki na poczcie polskiej i wynikające stąd opłakane skutki dla wszelkich stosunków handlowych franko — polskich.

Może pisma krajowe, jako bliższe ołtarza, wtrąca swe słówko, gdzie i komu należy.

PARIS. — SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE ET D'ÉDITION
ANC. IMPR. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

Doktor J. MALINIAK

b. Asystent paryskich szpitali miejskich
Przyjmuje 34, rue Greuze (XVI^e), metro Trocadero. — Tel. Passy 20—65 codziennie prócz niedziel i świąt od g. 6 do 7 w.

ANTIQUITES & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.

CAFÉ DE LA ROTONDE Rendez-vous Artystów
105, boulev. du Montparnasse
Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.
Téléph. Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej.

Wywóz - Pośrednictwo

LECZIŃSKI & C^{ie}

664, San Martin | 67, rue de la Victoire

BUENOS-AIRES

PARIS

Républ. ARGENTINE

Telefon : CENTRAL 07-74

Udziela wszelkich informacji i podejmuje się wszelkich zakupów w Argentynie jako to : Skór, Wełny, Mięsa mrożonego i t. d.

ZAKŁAD MEBLOWO-TAPICERSKI

S. GUTTMAYER 4, avenue Bosquet PARIS (VII^e)

Podje muje się wszelkich robót dekoracyjnych
Odnawia meble starożytne

Sokół paryski.

Zebranie Sokola odbędzie się dnia 16. VII w sobotę, w sali Chope la Fontaine (36 r. de Richelieu) o g. 9 wieczorem. Ćwiczenia w niedzielę o g. 9 i pół rano w Lasku Bulońskim, pod kierunkiem druha naczelnika Kozła. Zbiórka metro Porte Dauphine.

LE GÉRANT : P. NEVEU

PRENUMERATA
w Paryżu i w prowincji:
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓLECZNIE..... 21 fr.
ROZCZNIE..... 46 fr.
NUMER ŚRODOWY. 40 c.
NUMER SOBOTNI.. 75 c.

Zagranicą:
ROZCZNIE..... 50 fr.
TELEFON:
TRUDAINE 61.42

POOLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE

Wychodzi we środy (po polsku) | Paraissant chaque mercredi (en polonais)
i w soboty (po francusku i po polsku) | et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
Paris et Départements :
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 21 fr.
UN AN..... 46 fr.
NUM. DE MERCREDI 40 c.
NUM. DE SAMEDI... 75 c.
Etranger :
UN AN..... 50 fr.
TÉLÉPHONE :
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

WAKACJE LLOYD GEORGEA

Sprawa Górnego Śląska wchodzi w okres ostatecznego rozstrzygnięcia. I teraz, jak od początku, stanęli przeciw sobie dwaj aljanci, Briand i Lloyd George, z których pierwszy broni wytrwale naszych praw, a drugi, o ile po kilkotygodniowym wycieczce przestał otwarcie wymyślać Polakom, a wynosić pod niebiosy Niemców, o tyle teraz chce całą sprawę załatwić na łeb, na szyję, pod pozorem, że musi wyjechać na wakacje.

W samym końcu zeszłego tygodnia rząd angielski zawiadomił oficjalnie rząd francuski, że, ponieważ terytorjum plebiscytowe zostało opróżnione zarówno przez wojska powstańcze, jak i niemieckie, a ponieważ komisja aljancka na G. Śląsku nie jest w stanie przedłożyć zgodnego raportu co do wyznaczenia granicy, zatem rząd angielski zgadza się na zwołanie do Paryża komisji ekspertów, dla wygotowania ostatecznego projektu. Po otrzymaniu tego projektu Rada Najwyższa (Anglja, Francja, Włochy i Japonja) zebrałaby się w Paryżu, czy Boulogne, i załatwiałaby w decydujący i ostateczny sposób sprawę górnośląską, a to absolutnie przed końcem bieżącego miesiąca, gdyż Lloyd George musi

wyjechać na miesięczny odpoczynek do Engadinu, w Szwajcarii.

Rozumiemy dobrze, że Lloyd George pragnie wycieczki i nań w zupełności zasługuje, i nawet po osławionem jego przemówieniu przeciw Polsce życzyliśmy mu szczerze wycieczki się z polityki, ale chęć załatwienia jaknajprędzej takiej sprawy, która grozi zupełnie poważnie wojną europejską (jak to przyznał w swej odpowiedzi na notę angielską rząd francuski) uważamy zaniebawiały skandal.

Miljonom Polaków na Górnym Śląsku nie po kilku latach, ale po kilku wiekach ciężkiego jarzma niemieckiego należy się słuszniej, niż angielskiemu premierowi wycieczek. Toteż francuski premier, Briand, w świetnej odpowiedzi oświadczył zupełnie wyraźnie, że niema co się spieszyć z decyzją, póki istnieje ciągłe niebezpieczeństwo ze strony niemieckiej. Odpowiedź francuska, przesłana do Londynu i Rzymu, podkreśla następujące punkty :

1-o że zamachy na obywateli francuskich na G. Śląsku ponawiają się systematycznie.

2-o że rozbrojenie band niemieckich (selbstschutz) jest zgola nieprawdziwem. bo bandy te są ciągle pod bronią i stanowią dla Aljantów i ich decyzji ciągłą groźbę, której nie można dłużej tolerować.

3-o że groźba niemiecka, w razie jej wykonania, wywoła niechybnie odpowiedź ze strony

polskiej, co grozi Aljantom nową wojną europejską.

4-o że w takich warunkach bezpośrednio zwołanie Rady Najwyższej jest rzeczą niemożliwą, ponieważ nie ma znaczącej wszelkiej decyzje, jeśli nie można dla nich znaleźć posłuchu.

5-o że dlatego jest koniecznością wysłanie na Górny Śląsk posiłków, czego starano się dotąd uniknąć. Rząd francuski wysłał w tym celu jedną dywizję i proponuje Aljantom uczynić to samo.

W tym duchu też ambasador francuski w Berlinie poczynił odpowiednie przedstawienia rządowi niemieckiemu, domagając się energicznie rozbrojenia band niemieckich i ułatwienia w transporcie sił aljanckich. Odpowiedź niemiecka, jak zawsze, zawierała stek kłamstw i wykrętów.

Nota Brianda jest taką, jakiej Polska słusznie po nim spodziewać się miała prawo, to jest jasna, energiczna i bezstronna. Dlatego też groźba Lloyd Georgea, żeby się spieszyć, bo on musi jechać na wakacje, bynajmniej nas nie niepokoi. Okrywa tylko jego samego śmiesznością. Dla Europy i całego świata jest rzeczą stokroć ważniejszą, aby uniknąć nowej wojny i zadość uczynić sprawiedliwym żądaniom blisko dwóch milionów Polaków, niż to, czy pan Lloyd George o parę tygodni rychlej będzie mógł oglądać alpejskie krajobrazy, witany zasłużonymi oklaskami niemieckich turystów.

Kaz. Przerwa Tetmajer

(Z CYKLU : NA SKALNEM PODHALU)

SZCZEPAN BEZ ZIEMI

— Hej! Dziadu! Jo dziad! Wiera! Ckaj! Uwidzis dziada! Ej ha! Wielgomożny pan! Dziadu! Wiera! Is! Is! Is! Ckaj!

Tak krzyczał sam do siebie Szczepan Głombik, kręcąc się po tej jedynej izbie, jaką miał. Żona jego i dwoje dzieci siedzieli koło pieca, w którym się paliły liście i patyki z pod śniegu dobyte. Ziab był w izbie taki, co strach.

Szczepana Głombika dom o jednej izbie ledwie że się nie stykał dachem z chałupą Jakóba Głombika. A była to obora okoliczna, izba, stajnia końska i krówska, chlew, stodoła. Gazdowstwo grube, maśne.

Tak siedzieli obok siebie, jeden przy drugim, biedny do przepadnięcia Szczepan Głombik i bogacz Jakób Głombik i jeszcze jak na złość jednako się nazywali.

— Kón i kón — mawiał Jakób Głombik — pies i pies. A jeden kón słonko, drugi ku sumarowi, choć to nikcemne stworzenie, jescce ani telo nie płaci. A pies? Jeden — baran, drugi ino prawie skałom zabić — zgnity flak. Tak to wej Ponbog daje.

Tak mawiał, pykając z fajki, pojedzony i napity, do czarnej czuchy odziaty Jakób Głombik, a nienawidził go w białej obdartej kusej guńce kulący się Szczepan.

— On to rodzina, przyjaciel, a cłeku gorzyj wilka — syczał przez zęby biedny Szczepan.

— Rodzina? — mawiał Jakób Głombik, spluwając przez zęby na pośród izby od niechcenia. Je ta i strzebla łososiowi rodzina. Bajto!

Byli przyjaciele, tylko niebyli, chyba by to jeden pleban wiedział, tylko to, że kościoła, więc i plebanii tam nie było.

Jakób Głombik miał pod pięćdziesiąt korcy owsa, siał jarzec, żyto, grule sadził, siano zbierał, u niego we zbiórki tak, jak do dworu. Fury jechały, jak domy. Wołów chował sześć, konie trzy, a co krów, swni, owiec, kóz, selijańskiego statku, to ani niewypędziane rzeczy!

A u Szczepana komar na oknie, a pajęcyna w kącicie, to całe gazdowstwo Nietylko krowy, owcy, ale nawet kozy niebyło. Ze zarobku żył, jak się trafił.

— U mnie tego roku telo pęk, co ludzie na świecie! — mawiał Jakób Głombik. — Musiały się sytkie od Scepana przenieść, bo hań jus i na nie béło głodno...

Tak szczydził Jakób Głombik, a Szczepan się wściekał.

Ale czy był zarobek, czy nie było zarobku, nigdy on do Jakóba poń nie poszedł, ani się upytał niedał.

Nieraz rzekł Jakób Głombik do swej córki Wikty : Wikta, idze do Scepona, niek haw przidzie drew urombać, dostanie wiecierzom i dwa dudki —

albo : Wikta, przeskknij do Scepona, nieg jego baba przidzie z motykom grule okopować; dostanie polednne i jescce ta co do podółka — ale nigdy ani Szczepan, ani jego żona na robotę i zarobek do Jakóba nie poszli.

I Szczepan tylko nieraz wychodził na brzyzek, popod las, i patrzył na Jakóbowy majątek — na te niezmierne, nieprzebrane bogactwa.

Ten las, co za nim, za plecami stał, to Jakóbowy las; ten brzyzek, co na nim siedział i za wodą u stóp pastwisko — to Jakóbowe; a potem te pola, te role : owszy, jarzec, żyto, grule w rzadki skopane, karpiele — — het, het, kielo widyku, bez mała sytko Jakóbowe i Jakóbowe... Telo ziem! Telo ziem!

Patrzył na nią Szczepan Głombik łakomo, a nie tylko łakomo, ale i z miłością niewysłowioną, nieogarniętą. Wylatywała mu do niej dusza. Byłby ją całował, tulił do piersi, ten ziem nadrogsmo — — gdyby nie była Jakóbową.

— Jo jest przez ziemie! Jo jest przez ziemie! — wyło mu w sercu. A nieraz i głośno tak jęknął i ztąd go nazwano : Scepon przez ziemie.

Ziemia, ziemia! Ziem! Rola!

— Dałbys za ziemie babe? Dałbys! Dałbys za ziemie dzieci? Dałbys! Dałbys za ziemie duse?... Myślał Szczepan, dopowiedzieć nieśmiał.

A Jakób w tej ziemi owiniiony, jak chore prosię do kozucha. Jak pstrąg, albo lipień w baniorze, tak się Jakób w ziemi swojej nurzać mógł.

Orba, kośba, młócba — dźwięczały te cudne

wyrazy bezziemnemu Szczepanowi w uszach, a Jakób to się tak do nich przyzwyczaił, że ich już ani nie słyszał. Z roku na rok orał, kosił, młócków najmował

— Ziem! Ziem! — szeptał do siebie Szczepan i głaskał dłońmi brzyzek koło siebie, choć nie swój, a Jakób za tela poglądał, jako mu schodzi, albo na czeladz swarzył, że nie dość dobrze posługują.

— Ziem! Ziem! — szeptał do siebie Szczepan. — Jo kiebyk Pane Boge béł, tobyk nie w niebie, ba na ziemi bywał. Hawbyk se miał królestwo swoje. Za pluge byk hodziół, świenci by mi poganiać musieli. Je cozbyk hań lepszego w tym niebie nalaz? Siałbyk, orał, skrudlił, a potę kosiół, do stodoły wióz, młóciół — gazdowałbyk se ino. Nie pytałbyk, coby mi janiółowie sytko śpiwali, ba coby se mnom w polu robili, jak parobcy. Sopy byk se postawiół tele zwyż, jak Tatry, pierun by mi ziem pokładał; a halny wiater by mi do stodoły nosiół. A powodziom byk se po młakak potraw zbiérował. Hej, toby béło!

Ziem! Ziem! Kiebyk jom miał, tobyk, o zbawienie niestał! Kieby choć stajanie, choć pół stajania, choć ćwierć, choć telo, cobyś kapeluse przikrył!... A tu nic i nic!...

Z drogiej duse pragnem, ale darmo. Jo jest Scepon prez ziemie...

Ale Szczepan był robotnik nad robotnika. Kiedy się do roboty najął, kiedy się do orania, czy koszenia wziął, to nie tak, ale kiebyś mu jescce piąntom renke przycynił. Dwóch tyle nie zorało, trzech nie skosiło, co on sam. A kiedy snopki wziął wiązać, to tylko fyrcały ponad nim na wóz.

To też strasnie go radzi pytali do roboty i nieraz to i pięć dudków bez dzień zarobił.

Jednego razu, kiedy Jakób Głombik żyto pokoszone wiązał, przyszła ogromna czarna chmura od Goreów i ulewą groziła. Uwijała się czeladz Jakóbową, co starsza, Wikta, Hiacyntka i Staszek, uwijał się sam Jakób i jego żona, parobcy i dziewczki posługowacki, ale już Jakób widział, że przed deszczem powiązać nie zdole. Było to blisko domu, a Szczepan prawiućko roboty nijakiej niemał i na prog, fajkę kurzęcy, siedział.

— Wikta! — krzyknął Jakób — Scepon hań, lejdze ku niemu, nieg haw duhem przidom obi-

LF 60

ROBOTNICZY POLSCY WE FRANCJI

SZKOLNICTWO POLSKIE WE FRANCJI

Stajemy dziś wobec całego szeregu problemów najżywniejszych dla naszego wychodźstwa, powiązanych ze sobą w jedną całość. Od szybkiego i umiejętnego rozwiązania zależy urobienie opinii wśród naszych rodaków, że jedynymi przyjaciółmi Polski są dziś Francuzi i na ich pomoc liczyć możemy stale. Nie możemy jednak przyjaźni tej oprzeć tylko na tradycji i dowodach sympatii ze strony Francuzów, musimy z nimi współdziałać w każdym kierunku, zmierzając do zgodnej pracy obu krajów. Szczególnie ważna jest praca tu, we Francji, gdzie bezpośrednio stykamy się z życiem Francuzów, dając im możliwość bliższego poznania siebie. Im umiejętniej kierować będziemy naszym współzyciem, tem mocniejszą będzie nasza przyjaźń i da na przyszłość pewną gwarancję naszego zrozumienia się i wspólności interesów. Musimy wysiłki nasze, zmierzające do obrony interesów wychodźstwa kierować w ten sposób, aby w niczem nie wzbudzić ku sobie niechęci ze strony Francuzów, a przeciwnie, zaskarbić szacunek i zaufanie, że wszystko, co czynimy, ma zawsze na celu dobro wspólne. Nie powinniśmy nigdy dać powodu do jakiegokolwiek niezadowolania ze strony naszego wychodźstwa, że te lub inne zarządzenia nie uwzględniają naszych interesów. Te powody należałoby przewidzieć, i z góry ich unikać, aby żadne szemrania nie maciły dobrych stosunków, tymczasem dziś dzieje się inaczej. Nie możemy na razie szukać przyczyn, które do dziś dnia nie zostały usunięte, musimy zwrócić uwagę tylko na fakty, które są prostą już tego konsekwencją. Świadczy o tem stan naszego szkolnictwa i brak szkół, który coraz bardziej zaczyna dziś niepokoić opinię publiczną.

Dziś Francja dla wielotysięcznej rzeszy robotniczej stała się drugą ojczyzną. Tu nadciągają ze wszystkich stron kraju, a przeważnie z Westfalii robotnicy wraz z rodzinami, instalują się i nie prędko mogą myśleć o powrocie. Porzucili Westfalję i Śląsk za dawnych jeszcze rządów niemieckich, uciekli przed ich prześladowaniem aby tu w kraju wolnym i nam przyjaznym znaleźć zarobek i możność rozwijania się w duchu narodowym i wychowania w tymże kierunku swoich dzieci. Powinni więc byli znaleźć tu całkowicie przygotowany grunt do tego rozwoju i korzystać z wszystkich przywilejów, jakich nam

na ziemi francuskiej niktby nie odmówił. Leży to w naszym interesie narodowym, aby każdy robotnik przebywający dziś we Francji, wyniósł dla niej miłość i szacunek i wszczepił je u swoich po powrocie do kraju. Na takich zasadach budowana przyjaźń nigdy nie zawiedzie i utrwali się na zawsze. Tymczasem wobec najróżniejszych powodów sprawy przyjmują obrót inny.

Robotnicy, dbający o wychowanie swej dźwiaty w duchu narodowym, w niektórych osadach szkół wcale nie posiadają, albo też te, które już zostały otwarte i prowadzone z całym poświęceniem i zrozumieniem przez ich kierowników, z powodu niewyjaśnienia dotychczas sprawy szkolnej, zostały zagrożone zamknięciem lub też są już zamknięte. Trudno jest wnikać w przychyny tych zarządzeń, wynikających z niezatwierdzenia tej lub owej konwencji przez nasz sejm; faktem jest, że brak szkół lub ich czasowe zamknięcie powoduje zdziwienie dźwiaty, lub przerwanie rozpoczętej mozolnej pracy. Fakt ten świadczy, że zbyt mały nacisk położony był na nasz sejm, aby uregulowaniem tej sprawy zajęł się jak najszybciej.

Nie zapominajmy, że większość dzisiejszych robotników to Westfalczycy, Ślązacy i Poznańczycy, którzy uciekli jeszcze dawniej z pod buta niemieckiego i prześladowania za naukę języka ojczystego, a ci, co przybywają dzisiaj, noszą na sobie jeszcze piętno tej niewoli, pragną je zatrzeć nie tylko wśród siebie, ale przedewszystkiem wśród dzieci, które całego wstydu, wynikającego z braku znajomości języka ojczystego, nie rozumieją i często jeszcze posługują się językiem niemieckim.

Nie więc dziwnego, że szkoła polska, której zewsząd domagają się robotnicy, jest dziś potrzebą palącą. Należy uruchomić wszystkie środki, aby sprawę tę rozstrzygnąć jak najszybciej i ku ogólnemu zadowoleniu, należy stworzyć ogólną podstawę dla całego szkolnictwa polskiego we Francji, stworzyć taką szkołę polską, która będąc przedewszystkiem polską, uwzględniałaby jednocześnie naukę języka francuskiego, jako jedyny warunek do przejęcia całej bogatej kultury francuskiej, jaką nabyć powinniśmy podczas naszego pobytu we Francji.

Czas do rozstrzygnięcia kwestji szkolnej jest w tej chwili bardzo odpowiedni. Przerwa wakacyjna pozwoli naszym władzom rozejrzeć się w potrzebach wychodźstwa w tym kierunku, zasięgnąć opinii nauczycielstwa i Koła Opieki

nad szkolnictwem, a stworzone w ten sposób ogólne zasady, pozwolą rozpocząć rok szkolny pracą systematyczną i ściśle określoną. Jeśli dziś powodem przerwy w pracy lub zamknięcia szkoły staje się fakt, że kwalifikacje danego nauczyciela nie zostały zatwierdzone formalnie przez władze francuskie, to jest to wynikiem braku tych zasad, o jakie mogłoby się oprzeć nasze szkolnictwo. Nie wątpimy, że kwalifikacje te, często przekraczające najskromniejsze wymagania pedagogiczne do prowadzenia szkół elementarnych, będą wystarczające dla władz francuskich, jeśli uznane są przez nasze ministerjum oświaty za dostateczne.

Nie wątpimy, że kwestja szkolna nie nasunie żadnych trudności do pomyślnego jej rozwiązania, jeśli starania te poczynione będą niezwłocznie i w sposób właściwy. Z chwilą postawienia jej na gruncie zdrowym, określonym, rozstrzygnięty zapewne zostanie związany z nią ciężki los naszego nauczycielstwa polskiego we Francji, jedynej może dziś klasy, najbardziej upośledzonej.

Koło Opieki nad szkołą, zawiązane w Paryżu, położyło już wielkie zasługi w sprawie szkolnictwa i okazania pomocy nauczycielstwu, to jednak, jak słyhać, wobec braku funduszy, zadanie to staje się coraz cięższem i dalsze istnienie Koła chyli się ku upadkowi. Mimo jednak niesłychanie ciężkich materialnych warunków pracy, nauczycielstwo nasze wiernie i wysoko dźwierz powierzony mu sztandar oświaty narodowej i złożyło już niejeden dowód swej pracy, z jaką mieliśmy możność bliżej się zapoznać. Zachodzi jednak obawa, aby ta rzesza szczerych i cichych przeciwników, wobec ciężkiego stanu materialnego, nie porzuciła swych placówek i tem nie przyniosła, mimo swej woli, uszczerbku społeczeństwu i nie okryła smutkiem przywiązaną do siebie dźwiaty. Mamy dziś cały szereg nauczycieli i nauczycielek, wprost uwielbianych przez dzieci i ich rodziców. Szukają oni gdzieindziej zajęcia, aby stworzyć sobie możliwe warunki istnienia. Musimy wyznać otwarcie, że często obdarci i nieobuci, walczą z głodem. Nie wątpimy, że los ich w równej mierze obejdzie nasze władze, które zapewnią im takie warunki, aby mogli nadal wytrwać na swych pożytecznych i szczytnych placówkach.

Bolesław Bielski.

dwa z babom, siajny reński dostanom, coby jino wiązać pomogli.

Poleciała Wikta — wróciła, że Szczepan nie chce.

Naówczas przyłożył dłoń do ust Jakób Głombik i krzyknął: Scepon!

Szczepan drgnął, ale się z progu nieruszył, tylko również dłoń do ust przyłożył i zapytał: Ze co?

— Hybojcie haw i z babom!

— Ze na co?

— Snopki wiązać pomóc!

— Bajto!

— Sijajny reński wam dam!

— Eć!

— Po sijajnemu po reńskiemu na kozde!

— Sowoj se ik kasi!

Jakób Głombik się wstrząsnął, ale udał, że nie zauważył ani obelgi, ani że mu Szczepan nie podwoił i krzychał dalej:

— Idziecie?

— Nie!

— Cemu?

— Bo sie nam niefice!

Głombik odjął dłoń od ust i wargi mu zadygotały, ale się opanował.

— Jesce wam po pół cwancygiera dorucem, na kездеgo! — krzyknął znowu.

A Szczepan Głombik wziął z przed progu suche łajno końskie, co je Głombikowy koń tamtędy przechodząc zostawił, i rzucając je w stronę Jakóba, odkrzyknął:

A ja wam zaś to!

Tego już było Jakóbowi za wiele. Wrzasnął tedy niebawym głosem z pasją:

Dziadu!

Bo to było krótkie, a mieściło wszystko.

Szczepan porwał się z progu, ale uczył się bezsilny; szukał w głowie i co znalazł, to wywołał:

Wielgomozny pan!

Na tem się rozmowa skończyła. Przyszła lejba straszna, oberwanie chmury i Jakóbowego żyta pół zmarniało, a Szczepan niezarobił dwóch siajnych reńskich i cwancygiera.

c. d. n.

OBJAŚNIENIA

ekaj — czekaj, is — widzisz, patrz, obora okolicna — obudowane magnackie obejście gospodarskie, maśne — maśne, tłuste, kusamarowi etc. — mniej jest wart, niż osieł, prawie — właśnie, wsapm raz, czarna czucha — droższa jest od białej, przyjaciel — krewny, trzydzieści korcy — dosiewu, jarzec — jęczmień, selijakiego — wszelakiego, staktu — dobytku, gazdowstwo — gospodarstwo, telo — tyle, pęk — pcheł, co ludzie na świecie! — sposób mówienia, upytać — uprosić, idze — idź, idz że, dudek — dwa centy, połędzine — obiad, brzyzek — brzeg, grule — ziemniaki, kielo widyku — ile widać było, Telo ziem — tak wielka, tyle ziemi, ten ziem — tę ziemię, w baniorze — w głębinie, orba — orka, młóćba — młócka, za tela — tymczasem, czeladz — dzieci i służba, bywał — mieszkał, nalaz — znalazł, nie pytałbyk — nie prosiłbym, nie chodziłoby mi o to, sytko — ciągle, tele zwyż — tak wysokie, lejdze — leć że, sijajny reński — kilkadziesiąt lat temu używana moneta: czterdzieści centów, ze co — sposób mówienia.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Podział majątku w Gdańsku.

Po kilkudniowym pobycie w Warszawie, powrócił do Gdańska przewodniczący delegacji polskiej przy komisji międzysojuszniczej dla podziału niemieckiego mienia państwowego w Gdańsku, dr Jerzy Madeyski. Delegacja polska przygotowała we wszystkich dziedzinach, związanych z kwestją podziału majątku Rzeszy niemieckiej i państwa polskiego na terytorjum wolnego miasta szczegółowy materiał do rokowań. Osobisty zaś kontakt dr Madeyskiego z zainteresowanymi resortami rządu polskiego ustalił wytyczne dla dalszego działania delegacji. Wobec zapowiedzianego rychłego terminu wznowienia obrad komisji międzysojuszniczej, należy stwierdzić, że ze strony polskiej nie stoi nic na przeszkodzie, aby już w krótkim przeciągu czasu podział tego majątku między Polską a Gdańskiem został przeprowadzony. Leżałoby to w interesie obu stron i musiałyby się przyczynić do rozwiązania niejednego zagadnienia związanego z ukształtowaniem państwowego i gospodarczego współzycia Polski z Gdańskiem.

Projekt pomnożenia województw w Polsce.

Poseł Erdman opracował projekt podziału Rzeczypospolitej na województwa nie według dotychczasowych granic dzielnicowych i mniejszych jednostek administracyjnych wewnątrz poszczególnych zaborów, lecz z uwzględnieniem warunków gospodarczych, komunikacyjnych, kulturalnych, etnograficznych i geograficznych. Jednocześnie liczba województw ma być powiększona w dwójnasób. Projekt posła Erdmana będzie wniesiony jeszcze podczas obecnej sesji Sejmowej w formie wniosku poselskiego.

Donosie znaczenie dla Polski handlowego traktatu polsko-rumuńskiego.

1-go lipca roku bieżącego, t. j. w dniu, w którym w Warszawie ratyfikowany został przez Sejm traktat przymierza między Polską a Rumunją — w Bukareszcie delegat rządu polskiego, wice-minister K. Strasburger wraz z posłem polskim w Bukareszcie, podpisali traktat handlowy z Rumunją. Ze strony rządu rumuńskiego podpisał konwencję minister spraw — zagranicznych p. Take-Jonescu. Traktat ten jest zarazem pierwszym traktatem handlowym, jaki podpisała Polska, pomijając dotychczas zawarte drobniejsze umowy komercyjne.

Traktat oparty jest na zasadzie klauzuli największego uprzywilejowania, co wobec znacznego podniesienia stawek celnych autonomicznych, jakie miało miejsce w Rumunji w dniach ostatnich ułatwi w znacznym stopniu stosunki handlowe między Polską a Rumunją. Obie strony udzieliły sobie w najszerszych granicach prawa tranzytu przez swoje terytoria. Jednym z najważniejszych punktów traktatu jest udzielenie Polsce prawa opeji na przeciąg półtora roku na uzyskanie w portach Galacu i Braili terenów wolno-cłowych do rozmiarów 6.000 metr. kwadratowych.

Zaznaczyć należy, że Braila i Galac objawiły wyższe zainteresowanie powyższym projektem i gorąco zachęcały delegację polską do wykorzystania opeji, która posłużyć może zarówno dla handlu tranzytowego z Rosją i wschodem, jak i dla obrotu towarowego z samą Rumunją. Ze względu na nieuregulowane stosunki z Gdańskiem, rząd polski przywiązuje do powyższej koncepcji dużą wagę.

Stanowisko Anglii w sprawie Górnośląskiej.

« Voss. Ztg » donosi z Londynu: Obecnie nie ma żadnych oznak, któreby zapowiadały zwołanie konferencji Rady najwyższej w Boulogne w czasie najbliższym. Na podstawie rozwoju wypadków należy jednak ostrzedz przed optymizmem w kwestii ostatecznego rozwiązania sprawy Górnośląskiej. Istnieje wrażenie, jakoby tutejsze koła polityczne wbrew dotychczasowemu stanowisku zbliżały się coraz bardziej ku kompromisowemu załatwieniu. Zaczynają tutaj uważać włoską propozycję, jako kompromis pomiędzy stanowiskiem francuskim i angielskim.

36 Ciągnięcie miljonówki 9 Lipca r. b.

z koła wyszedł numer :

1.760.390

Przypuszczenia co do podziału G. Śląska.

Do « Dagens Nihoter » donosi korespondent z Londynu, że układy prowadzone między Londynem, Paryżem a Rzymem w sprawie górnośląskiej doprowadziły do następujących rezultatów: Okręg przemysłowy Katowickiego, Królewskiej Huty i Bytomia oraz Gór Tarnowskich i Pszczyna przypada Polsce, podczas gdy okolice Gliwic przynależą Niemcom. Polska przyjmuje część kontrybucji niemieckiej, a gwarancję stanowi kontrola koalicyjna nad tą częścią odszkodowania polskiego.

Niemiecka prasa przygotowuje.

W ciągu ostatniego tygodnia niemiecka prasa Górnośląska przygotowuje swoich czytelników do pogodzenia się z myślą, że większość obwodu przemysłowego prawdopodobnie przynależą do Polski.

Wiadomości Telegraficzne

(Express Telegraph de l'Est—42, r. du Helder, Paris.)

• Dekoracje polskie z okazji 14 lipca.

Monitor Polski ogłasza dekrety, podpisane przez Naczelnika Państwa, mianujące Prezydenta Milleranda i ministra Barthou kawalerami orderu Białego Orła, a posła francuskiego w Warszawie, Panafieu, kawalerem orderu « Polonia Restituta ».

• Podział G. Śląska na trzy strefy okupacyjne.

Stosownie do rozporządzenia komisji międzysojuszniczej, terytorjum plebiscytowe podzielone zostało na trzy strefy. Włosi zajmują pas między granicą czechosłowacką a linią Głogów — Koźle — Raciborz, Francuzi pas aż po linię Lu-

bliniec — Gliwice — Bytom — Królewska Huta, zaś Anglicy trzecią strefę, obejmującą okręgi Tarnowskich Gór i Katowic, oraz część okręgu Oleśno.

• Ugoda ekonomiczna polsko-francuska.

Delegat rządu polskiego, Diamand wyjechał powtórnie do Paryża, dla dokończenia układu ekonomicznego polsko — francuskiego, zwłaszcza w kwestji nafty.

• Białoruś wypowiada wojnę Żeligowskiemu.

Rząd białoruski, rezydujący w Kownie, wypowiedział wojnę generałowi Żeligowskiemu.

• Dymisja ministrów byłego zaboru pruskiego.

Minister byłego zaboru pruskiego, Władysław Kucharski i wiceminister Wachowiak wnieśli swe dymisje.

• Prezydent Izby Kontroli.

Jan Larnowski, były kontroler państwa w Petersburgu, został mianowany prezydentem Izby Kontroli w Warszawie.

• Memorjał posłów polskich w Kownie.

Memorjał o prześladowaniu Polaków w Litwie kowieńskiej złożony został Lidze Narodów przez posłów polskich, a nie przez pułkownika Borghorna, prezydenta komisji kontrolującej Ligi Narodów w Wilnie, jak mylnie dawniej doniesiono.

• Rada orderu Orła Białego.

Monitor Polski ogłasza dziesięć dekretów, podpisanych przez Naczelnika Państwa, o nominacji dziesięciu kawalerów orderu Orła Białego, którzy będą składać radę tegoż orderu.

• Emigracja żydów polskich.

Oczekują w Warszawie rychłego przybycia delegacji rządu palestyńskiego pod wodzą komendanta Norrisa, celem uregulowania z rządem polskim formalności co do emigracji żydów polskich do Palestyny.

• Manifest mgr. Ogno.

Dzienniki donoszą, że wskutek opublikowania manifestu przez prałata Ogno, rząd polski ma zamiar zażądać od Watykanu odwołania tegoż.

• Rozbrojenie terytorjum plebiscytowego.

Komisja międzysojusznicza oznaczyła dzień 17 lipca jako termin rozbrojenia terytorjum plebiscytowego. Osoby, przy których po tej dacie znajdą broń, ulegną karze od dwu miesięcy do pięciu lat bez prawa amnestji.

Komisja, której polecono wygotować raport o rozbrojeniu, stwierdziła, że panuje zupełny spokój na terytorjum ewakuowanym. Tylko w miastach panuje atmosfera pełna niepokoju i zdenerwowania wskutek zachowania się ludności niemieckiej.

• Nowa administracja terytorjum ewakuowanego.

Nowy kontroler obwodu Tarnowskie Góry ogłosił, że wykonywanie rozkazów władzy powstańczej nie jest obowiązkowe.

• Okupacja Bytomia.

Przybyły tanki angielskie. Patrole francuskie i angielskie przebiegają miasto.

• Nowy minister aprowizacji.

Według doniesienia dzienników nowym ministrem aprowizacji został mianowany poseł Grzędzielski.

• Spis ludności.

Pierwszy ogólny spis ludności na obszarze Rzeczypospolitej polskiej odbędzie się dnia 30 września. Dokonany zostanie również spis sierot, budynków zamieszkałych i niezamieszkałych, oraz zwierząt domowych.

• Podwyższenie taryfy celnej.

Ministrowie skarbu oraz handlu i przemysłu ogłosili dekret, podwyższający taryfy celne. Artykuły zbytkowe będą płacić cło wyższe o 20 0/0, inne o 15 0/0.

• Oplakane stosunki ludności polskiej na Śląsku.

Delegaci ludności polskiej z okręgu strzeleckiego wysłali do rządu polskiego petycję o przyłączenie całego ich okręgu do Polski, gdzie jest powiedziane: ludność polska dużo wycierpiała i cierpi jeszcze dla Polski, i za te dowody naszego przywiązania domagamy się, aby rząd polski uroczystość nam obiecał, że będzie bronił naszych żądań i praw.

• Środki policyjne.

Donoszą z Opoli, że od dnia 12 b. m. oddziały francuskie, włoskie i angielskie ustawiły szpalery na wszystkich ulicach tego miasta i rewidują wszystkich przechodniów, a to z powodu ciągłych ataków przez orgesch na Polaków i Francuzów.

• Uwolnienie więźniów.

Powstańcy, pojmani przez Niemców, zostali uwolnieni z niewoli w stanie oplakany, bez bielizny i obuwia, ze śladami okrucieństw, których się na nich dopuszczali Niemcy.

• Narodowe święto francuskie w Polsce.

Święto czternastego lipca obchodzono z wielkim zapalem we wszystkich miastach Polski. We wszystkich garnizonach po odprawieniu mszy polowej wojsko defilowało wśród licznych udziału publiczności, wznoszącej okrzyki na cześć Francji.

W Warszawie w uroczystości wzięli udział: Naczelnik Państwa, poseł francuski, Panafieu, ministrowie, posłowie zagraniczni, posłowie sejmowi z marszałkiem i liczni generałowie polscy i francuscy.

Adam hr. Zamoyski wygłosił przemówienie na cześć Francji, zakończone okrzykiem « Vive la France », powtórzonym wielokrotnie przez zebrane tłumy. Orkiestra grała Marsyljanekę.

KRONIKA

Wycieczka Sokoła Paryskiego.

W najbliższą niedzielę, dnia 24 lipca, Sokół Paryski urządza wycieczkę wspólną do Garches. Zbiórka na dworcu S. Lazare o godz 8 i pół rano (cour du Havre). Wszystkich przyjąci i sympatyków zaprasza się jak najuprzejmiej.

Dekoracja oficerów francuskich odznakami polskimi.

W sobotę d. 16 lipca o godz. 8 i pół rano w podwórzu Inwalidów w Paryżu odbyło się wręczenie dekoracji (krzyża Virtuti Militari i krzyża Walecznych) oficerom armii francuskiej, w liczbie około 60. Dekorowania dokonał przysłany specjalnie w tym celu przez Naczelnika Państwa generał Jung. Ze strony Polskiej Misji wojskowej we Francji uczestniczyli przy uroczystości gen. Bojarski, pułkownik Łojko — Rzędziejowski, kapitanowie: Wojewódzki, Zejfert, Dowbór i Szostakowski, oraz całe grono oficerów. Ze strony armii francuskiej obecny był marszałek Petain. Specjalny batalion oddał honory dekorowanym, defilując przed nimi. Podczas uroczystości muzyka wojskowa odegrała Marsyljanekę i Hymn polski.

14 Lipca.

W ubiegłym tygodniu naród francuski obchodził uroczystości święta doroczne, ustanowione na pamiątkę zdobycia Bastyli, która była więzieniem dla przestępców politycznych, a więc dla przeciwników dawnego porządku królewskiego, obalonego przez Wielką Rewolucję.

Zdobycie Bastyli w Paryżu przez tłumy ludu (14 lipca 1789 r) było pierwszym wielkim czynem rozpoczynającym się Rewolucji. Przyszły potem inne czyny rewolucyjne, o wiele ważniejsze i w skutkach trwalsze, jak deklaracja Praw Człowieka, Zniesienie przywilejów stanowych, ustanowienie Republiki i rozniesienie hasła rewolucyjnych po Europie — ale w opinii narodu francuskiego nie co innego, jak właśnie zrównanie z ziemią tej potężnej twierdzy, wznoszącej się, gdzie obecnie jest plac Bastyli, stało się symbolem zniesienia dawnego porządku a jutrenką nowej wolności.

W swym młodzieńczym zapale Wielka Rewolucja jednym zamachem burzyła wiele rzeczy dawnych, które potem albo ona sama, albo zwłaszcza likwidator jej, Napoleon Bonaparte, przywracali częściowo, jakby na świadectwo wielkiej prawdy dziejowej, że o ile czasami nieuchronnie stają się « Rewolucje », to jednak główna rola w historii rozwoju ludzkości należy się « Ewolucji », to jest powolnemu rozwojowi.

Niemniej jednak przynajmniej musimy, że demokratyczny ustrój Europy nowożytnej zawdzięczyć trzeba w pierwszym rzędzie Wielkiej Rewolucji Francuskiej, i dlatego w obchodzie 14 lipca brała udział także i cała Polska, nie tylko z tytułu swej przyjaźni i przymierza, ale i dla okazania, że idea Wielkiej Rewolucji i jej nieśmiertelne zasługi ogólnie ludzkie są jej w równym stopniu drogą.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych uskutecznia po najlepszym kursie jedynie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 100 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały i Agentury: Biała podlaska, Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filja w Antwerpii (Belgja).

Kasy wypłat: Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Pułtusk, Zamość, Chelm, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz, Sandomierz.

JEDYNY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. BANK opocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).*

KATALOG POLONII

I. — POWIEŚCI, OPOWIADANIA, NOWELE

(ciąg dalszy)

Siedm opwieści miłosnych.

Pawła Ganguina — Marcelego Schwoba — Anatola France'a Henryka de Regniera — Remigjusza de Gourmonta — Karola van Lerberghe'a — Oskara Wilde'a 4 »

Przedziwne opowieści (wybór nowel).

Bouteta, Ewersa, Kiplinga, Lagerloef, Poego, Strobla, Villiers de l'Isle'a, Wellsa i innych 8 »

K. Tetmajer.

Panna Mery 8 »
Romans Panny Opoiskiej 9 »
Koniec Epopei. III tomy 9 »
Zatrącenie 6 »
Na Skalnem Podhalu w, IV. tomach (każdy tom po) 3 50
Książdz Piotr 4 50

P. Todorow (przekład z bułgarskiego).

Wybór sielanek 4 50

W. Trampezyński.

Gdy Jagiello szedł na Niemców 7 »

Panie Kochanku 7 »

W. Umiński.

W głębinach oceanu 6 »

J. Verne.

Podróż do środka ziemi 4 50

St. Wasylewski.

U księżnej pani 10 »
Opowieści dziewczęce 9 »

J. Weysenhoff.

Nowele 7 50
Syn marnotrawny 8 »
Puszcza 7 50
Hetmani 8 50
Zaręczyny Jana Bełzkiego 4 »
Żywoć i myśli Podfilipskiego 5 50
Soból i panna 9 »

M. Wierziński.

W przeklętym domu 6 »

G. Zapolska.

Rajski Ptak 3 50
Przedpiekle 4 »
Pani Dulaska 2 50

S. Żeromski.

Popioły. III tomy 25 »
Dzieje Grzechu. II tomy 20 »
Charitas 10 »
Echa Leśne 2 »

J. Żuławski.

Na srebrnym globie 10 »

St. Żyżkowski.

Nędza 3 50

**

Na żądanie sprowadzamy każdą powieść, prosimy tylko o dokładne podanie autora i tytułu. Książki nadechodzą mniejwięcej w dwa do trzech tygodni po zamówieniu u nas. O ile zamówiona książka jest wyczerpana, zwracamy nadestane nam pieniądze lub na życzenie wymieniamy na inne książki, które mamy na składzie.

Wszystkie książki, ogłoszone w tym katalogu, posiadamy na składzie albo o ile są wyczerpane, będziemy je mieli w dniach najbliższych, gdyż zamówienie odnośnie wysłaliśmy do Warszawy. W takim wypadku prosimy zamawiających o łaskawą zwłokę kilku dni.

W najbliższych numerach ogłosimy katalog książek naukowych i popularnych z wszelkich zakresów, podręczników szkolnych, śpiewników etc.

Przejezdnym Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestjach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych, konsularnych. Można zgłaszać się codziennie, międzygodziną 5 a 6 po południu.

UCZCIE SIĘ PO FRANCUSKU !

Znajomość języka francuskiego ułatwi Wam walkę o byt we Francji, pozwoli Wam samym zająć się swemi sprawami, da poznać lepiej życie francuskie, które nauczy Was niejednej rzeczy pożytecznej

NAJLEPSZY PODRĘCZNIK DO NAUKI JĘZYKA FRANCUSKIEGO I. ZIELIŃSKIEJ

do nabycia po cenie 4 franków

w księgarni POLONII, 3^{bis}, rue La Bruyère, PARIS (IX^e)